



EXPLORATION KINTAVAR INC.

AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE GÉNÉRALE ET
EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DEVANT SE TENIR LE 26 JUIN 2024

ET

CIRCULAIRE D'INFORMATION

28 mai 2024

75, de Mortagne, Boucherville, Québec, J4B 6Y4
T 450-641-5119 E kmugerman@kintavar.com



Exploration Kintavar Inc.

75, de Mortagne
Boucherville, Québec, J4B 6Y4

Avis de convocation à l'Assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que l'Assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires (l'« Assemblée ») d'Exploration Kintavar Inc. (la « Société ») sera tenue aux bureaux de McMillan SENCRL situés au 1000, Sherbrooke O., bureau 2700, Montréal, Québec, le vendredi 26 juin 2024 à 10h00 (heure normale de l'est), aux fins suivantes:

1. Recevoir les états financiers de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 ainsi que le rapport des auditeurs s'y rapportant;
2. Élire les administrateurs pour l'année en cours;
3. Nommer les auditeurs de la Société pour l'année en cours et autoriser les administrateurs à fixer la rémunération de ceux-ci;
4. Adopter le régime incitatif Omnibus de la Société
5. Traiter de toute autre question qui pourrait être valablement soumise à l'Assemblée ou tout ajournement de celle-ci.

La circulaire de sollicitation de procurations de la Société ci-jointe contient des renseignements détaillés sur les points qui seront soumis à l'Assemblée et est, par conséquent, considérée comme faisant partie intégrante du présent avis.

Montréal, le 28 mai 2024

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(s) Kiril Mugerma

Kiril Mugerma, président et chef de la direction

IMPORTANT

Les détenteurs d'actions peuvent exercer leur droit de vote en assistant à l'Assemblée ou en complétant un formulaire de procuration. Les détenteurs d'actions qui ne peuvent assister à l'Assemblée en personne sont invités à compléter le formulaire de procuration ci-joint et à le retourner à Computershare, 100 University Ave., 8th Floor, Toronto (Ontario) M5J 2Y1, ou par télécopieur au 1-866-249-7775 (en Amérique du Nord) ou au 1-416-263-9524 (à l'extérieur de l'Amérique du Nord) au plus tard le vendredi 21 juin 2024 à 17h00 (heure normale de l'est). Une personne nommée comme fondé de pouvoir n'est pas tenue d'être actionnaire de la Société. Les détenteurs d'actions peuvent également exercer leurs droits de vote (i) en appelant au numéro de téléphone sans frais 1-866-732-8683 ou à tout autre numéro indiqué sur le formulaire de procuration ou le formulaire d'instructions de vote ou (ii) en accédant au site internet suivant : www.voteendirect.com. Pour toute information additionnelle à ce sujet ou toute question à l'égard de l'utilisation du système de notification et accès par la Société, veuillez contacter Computershare par téléphone sans frais au 1-866-962-0498 (en Amérique du Nord) ou au 514-982-8716 (à l'extérieur de l'Amérique du Nord) ou par courriel à service@computershare.com.

La Société recommande fortement aux actionnaires d'examiner les documents relatifs à l'Assemblée avant de voter.

EXPLORATION KINTAVAR INC.
(la « Société »)

CIRCULAIRE DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS DE LA DIRECTION

(Information présentée en date du 22 mai 2024, à moins d'indication contraire)

SOLLICITATION DE PROCURATIONS

La direction de la Société sollicite des procurations qui seront utilisées à l'Assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires de la Société (l'« Assemblée ») qui se tiendra à la date, à l'endroit et aux fins indiqués dans l'avis de convocation ci-joint et à toute reprise de telle Assemblée. La Société assumera les frais de cette sollicitation. En conséquence, la direction de la Société a préparé cette circulaire de sollicitation de procurations (la « Circulaire ») qu'elle expédie à tous les porteurs de titres ayant droit de recevoir un avis de convocation.

Si vous ne pouvez assister à l'Assemblée en personne, veuillez remplir et retourner le formulaire de procuration ci-joint à l'agent des transferts et chargé de la tenue des registres de la Société, Services aux investisseurs Computershare inc. (« Computershare »), au 100, rue University, 8^{ième} étage, Toronto (Ontario) M5J 2Y1, au moins quarante-huit (48) heures (excluant les samedis, dimanches et les jours fériés) avant la date fixée pour la tenue de l'Assemblée.

DROIT DE RÉVOCACTION DES PROCURATIONS ET NOMINATION D'UN FONDÉ DE POUVOIR

Les personnes mentionnées dans le formulaire de procuration ci-joint sont des administrateurs de la Société. **Tout actionnaire a le droit de nommer un fondé de pouvoir pour le représenter à l'Assemblée autre que les personnes dont le nom figure comme mandataire dans le formulaire de procuration ci-joint en biffant les noms imprimés et en insérant le nom du mandataire de son choix dans l'espace prévu à cette fin.**

Un actionnaire peut en tout temps révoquer une procuration en déposant un avis signé de lui ou de son mandataire muni d'une autorisation ou, si l'actionnaire est une corporation, sous le sceau de la corporation ou sous la signature d'un officier ou de l'un de ses mandataires dûment autorisé par écrit, et en le déposant au bureau de Computershare, au même endroit et dans le même délai susmentionné, ou deux jours ouvrables précédant la date de reprise de l'Assemblée au cas d'ajournement, ou en le remettant au président de l'Assemblée le jour de l'Assemblée ou de sa reprise.

EXERCICE DES POUVOIRS CONFÉRÉS PAR PROCURATION

La direction s'engage à respecter les instructions du porteur.

En l'absence d'indication, le mandataire exercera le droit de vote en faveur de chacune des questions définies dans le formulaire de procuration, dans l'avis de convocation ou dans la Circulaire.

Sauf indication contraire, toutes les résolutions sont adoptées à la majorité simple des votes représentés à l'Assemblée.

La direction ne connaît et ne peut prévoir à l'heure actuelle aucun amendement ni aucun point nouveau devant être soumis à l'Assemblée. Si des amendements ou points nouveaux devaient être soumis à l'Assemblée, les personnes nommées dans le formulaire de procuration ci-joint exerceront le droit de vote qui leur sera conféré selon leur bon jugement.

ACTIONS COMPORTANT DROIT DE VOTE ET PRINCIPAUX PORTEURS

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. En date des présentes, il y avait 128 557 128 actions ordinaires de la Société en circulation. Chaque action ordinaire confère à son porteur le droit à un vote.

Le conseil d'administration de la Société (le « **Conseil d'Administration** ») a fixé au 22 mai 2024, à la fermeture des bureaux, la date de référence pour déterminer les actionnaires habilités à recevoir l'avis de convocation à l'Assemblée, mais le défaut de recevoir cet avis ne prive pas automatiquement un actionnaire de son droit de vote à l'Assemblée.

En date du 22 mai 2024, à la connaissance des administrateurs ou des membres de la haute direction de la Société, les seules personnes qui, directement ou indirectement, ont la propriété véritable de plus de 10 % du nombre d'actions ordinaires de la Société émises et en circulation ou exercent une emprise sur de tels titres sont :

Nom	Nature de la détention	Nombre d'actions ⁽¹⁾	Pourcentage des actions émises
Ressources Géoméga Inc.	Directe	16 857 143	13,11%

Notes :

(1) Ces renseignements proviennent des déclarations d'initié déposées sur le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

ACTIONNAIRES NON INSCRITS

Seuls les porteurs inscrits ou les personnes désignées comme étant leurs fondées de pouvoir sont autorisées à voter à l'Assemblée. Toutefois, dans plusieurs cas, les actions dont une personne est propriétaire véritable sont souvent inscrites au nom d'un intermédiaire, habituellement un courtier en valeurs mobilières, une société de fiducie ou une autre institution financière, ou au nom d'une chambre de compensation (Services de dépôt et de compensation CDS inc.) dont l'intermédiaire est un adhérent. Conformément à l'Instruction générale 54-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières intitulée - « Communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti », la Société a distribué des exemplaires de l'avis de convocation et de la présente Circulaire (collectivement désignés les « **documents d'Assemblée** ») aux intermédiaires, lesquels sont tenus de distribuer les documents d'Assemblée aux porteurs non-inscrits à moins que ces derniers n'aient renoncé à leur droit de la recevoir. Les intermédiaires font très souvent appel à des sociétés de services pour transmettre les documents d'Assemblée aux porteurs non-inscrits. **Chaque intermédiaire a ses propres instructions relatives à la signature et au retour des documents, que vous devez suivre à la lettre afin que les droits de vote rattachés à vos actions puissent être exercés.** Souvent, le formulaire de procurations fourni à un actionnaire non inscrit par son courtier est identique au formulaire de procurations fourni par la Société aux actionnaires inscrits. Cependant, son objet se trouve restreint à instruire l'actionnaire inscrit (le courtier ou son mandataire) sur la façon de voter pour le compte de l'actionnaire non inscrit.

Si le porteur non inscrit qui reçoit un formulaire d'instructions de vote désire voter à l'Assemblée en personne (ou y dépêche une autre personne afin qu'elle y assiste et vote en son nom), il devrait inscrire en lettres moulées son nom ou celui de cette autre personne sur le formulaire d'instructions de vote et

retourner celui-ci à l'intermédiaire ou sa société de services. Si le porteur non inscrit qui reçoit un formulaire de procuration désire voter à l'Assemblée en personne (ou y dépêcher une personne pour y assister et voter en son nom), il devrait biffer le nom des personnes désignées sur le formulaire de procuration et inscrire le nom du porteur non inscrit ou celui de cette autre personne dans l'espace laissé en blanc à cet effet et remettre le formulaire à Computershare à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le porteur non inscrit peut révoquer les instructions de vote qu'il a données à l'intermédiaire à tout moment moyennant un avis écrit à ce dernier.

INTÉRÊT DE CERTAINES PERSONNES SUR DES QUESTIONS À TRAITER

À la connaissance de la direction de la Société, à moins d'indication contraire dans la présente circulaire, à la date des présentes, aucune personne n'a d'intérêt à agir.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE

1. Présentation des États Financiers

Les états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ainsi que le rapport des auditeurs s'y rapportant seront présentés à l'Assemblée mais ne feront l'objet d'aucun vote.

2. Élection des administrateurs

En vertu des statuts et des résolutions du Conseil d'Administration, les affaires de la Société sont administrées par un Conseil d'Administration composé de cinq administrateurs. Ainsi, les actionnaires seront invités à élire quatre (4) administrateurs qui exerceront leurs fonctions, sous réserve du règlement intérieur de la Société et du pouvoir du Conseil d'Administration de nommer des administrateurs additionnels entre les Assemblées annuelles, jusqu'à la prochaine Assemblée annuelle des actionnaires ou jusqu'à ce que leurs successeurs respectifs soient dûment élus ou nommés, à moins que leurs mandats respectifs ne prennent fin auparavant conformément aux règlements de la Société. À l'Assemblée, les personnes désignées ci-après seront proposées comme candidats aux postes d'administrateur de la Société. Vous pouvez voter pour toutes ces personnes, voter pour certaines d'entre elles et s'abstenir de voter pour d'autres, ou s'abstenir de voter pour toutes ces personnes.

À moins que la procuration ne le spécifie autrement, les personnes dont les noms apparaissent au formulaire de procuration ont l'intention de voter à l'Assemblée POUR l'élection de chacun des candidats nommés ci-après aux postes d'administrateurs.

Cette proposition requiert l'approbation d'une majorité des voix exprimées par les porteurs d'actions ordinaires présents en personne ou représentés par un fondé de pouvoir à l'Assemblée. La direction ne prévoit qu'aucun des candidats ne sera dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions d'administrateur ou ne sera pas disposé à le faire.

Le tableau qui suit présente le nom des candidats à l'élection à titre d'administrateurs de la Société, les postes qu'ils occupent actuellement au sein de la Société, leurs fonctions principales et le nombre d'actions ordinaires de la Société qu'ils détiennent ou à l'égard desquelles ils exercent un contrôle.

Nom, résidence et poste occupé	Administrateur depuis	Occupation principale	Nombre et pourcentage d'actions ordinaires détenues en propriété véritable ou sur lesquelles une emprise est exercée, directement ou indirectement
Lemieux, Maxime ⁽¹⁾ Québec, Canada Administrateur et Secrétaire	2017	Avocat, McMillan s.e.n.c.r.l.	361 705 (0,28%)
Mugerman, Kiril Québec, Canada Président, chef de la direction et administrateur	2017	Président et chef de la direction de la Société et de Ressources Géoméga Inc.	1 372 500 (1,07%)
Le Bel, Guy ⁽¹⁾ Québec, Canada Administrateur	2020	Président de Quebec Copper and Gold	960 000 (0,75%)
Ayotte, Genevieve ⁽¹⁾ Québec, Canada Administratrice	N/A	Chef de la direction financière de Arianne Phosphate Inc.	-

Notes :

⁽¹⁾ Membre du comité d'audit.

Notes Biographiques :

Tous les candidats ont été élus pour leur mandat actuel par les actionnaires de la Société lors d'une réunion à l'égard de laquelle la Société a distribué aux actionnaires une circulaire de sollicitation de procuration de la direction. Se reporter à ces circulaires pour les biographies des administrateurs actuels.

Ordonnance, Faillites, Pénalités ou Sanctions

À l'exception de ce qui est mentionné dans les présentes et à la connaissance de la Société, aucune des personnes proposées comme candidat à un poste d'administrateur :

- a. n'est, à la date de cette circulaire, ou n'a été, au cours des dix années précédant cette date, administrateur, chef de la direction ou chef des finances d'une société, y compris la Société, qui a fait l'objet :
 - (i) d'une interdiction d'opérations, d'une ordonnance assimilable à une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance qui prive la Société visée du droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui a été en vigueur plus de 30 jours consécutifs, prononcée pendant que le candidat exerçait les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances; ou
 - (ii) d'une interdiction d'opérations, d'une ordonnance assimilable à une interdiction d'opérations ou d'une ordonnance qui prive la Société visée du droit de se prévaloir d'une dispense prévue par la législation en valeurs mobilières, qui a été en vigueur plus de 30 jours consécutifs, prononcée après que le candidat a cessé d'exercer les fonctions d'administrateur, de chef de la direction ou de chef des finances et découlant d'un événement survenu pendant qu'il exerçait ces fonctions.
- b. n'est, à la date de la présente circulaire, ou n'a été, au cours des dix années précédant cette date, administrateur ou membre de la haute direction d'une société, y compris la Société, qui pendant qu'il

exerçait cette fonction, ou dans l'année suivant la cessation de cette fonction a fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivie par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, ou un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a été nommé pour détenir ses biens, sous réserve de ce qui suit;

- c. n'a, au cours des dix années précédant la date de cette circulaire, fait faillite, fait une proposition concordataire en vertu de la législation sur la faillite ou l'insolvabilité, été poursuivie par ses créanciers, conclu un concordat ou un compromis avec eux, intenté des poursuites contre eux, pris des dispositions ou fait des démarches en vue de conclure un concordat ou un compromis avec eux, et aucun séquestre, séquestre-gérant ou syndic de faillite n'a été nommé pour détenir ses biens; ou
- d. ne s'est vu imposer toute amende ou sanction par un tribunal en vertu de la législation en valeurs mobilières ou par une autorité en valeurs mobilières ou n'a conclu de règlement à l'amiable avec celle-ci, ou ne s'est vu imposer toute autre amende ou sanction par un tribunal ou par un organisme de réglementation qui serait vraisemblablement considérée comme importante par un porteur raisonnable ayant à décider s'il convient de voter pour un candidat à un poste d'administrateur.

M. Maxime Lemieux était administrateur de Ressources Jourdan inc. («**Jourdan**») lorsque la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, en tant que régulateur principal, la Commission des valeurs mobilières de la Colombie-Britannique, la Commission des valeurs mobilières de l'Alberta et l'Autorité des Marchés Financiers (collectivement les «**Commissions**»), ont émis conformément à leurs lignes directrices respectivement les 15, 3 et 21 juillet 2015, des interdictions d'opérations sur valeur (collectivement, le «**Jourdan CTO**») interdisant toute négociation des titres de Jourdan. Le Jourdan CTO a été émis contre Jourdan pour défaut de déposer ses états financiers annuels et le rapport de gestion associé pour la période terminée le 31 décembre 2014 ainsi que les certificats du chef de la direction et du chef des finances requis (les «**documents en suspens de Jourdan**»). Les documents en suspens de Jourdan ont été déposés en janvier 2017 et le Jourdan CTO a été révoqué par les Commissions le 21 février 2017.

M. Guy Le Bel était administrateur de Pembridge Ressources PLC («**Pembridge**»), une société basée au Royaume-Uni, de 2017 au 18 mai 2023. Le 18 mai 2023, le Conseil d'Administration de Pembridge a voté en faveur de placer Pembridge en liquidation volontaire à la suite de la faillite de Minto Metals Corp. Pembridge détenait approximativement 11,2 % des actions de Minto Metals Corp. Pembridge détenait également une créance à recevoir d'approximativement 2 000 000 \$ US de Minto Metals Corp.

3. Nomination des auditeurs

MNP s.e.n.c.r.l., société de comptables professionnels agréés («**MNP**»), du 1155 boulevard René-Lévesque O. # 2700, Montréal, QC, H3A 3G4, a été nommé par le Conseil d'Administration à l'Assemblée annuelle de la Société le 16 juin 2023. Les actionnaires de la Société sont invités à approuver la nomination de MNP à titre d'auditeurs de la Société jusqu'à la clôture de la prochaine Assemblée annuelle des actionnaires moyennant une rémunération fixée par le Conseil d'Administration de la Société.

Cette proposition requiert l'approbation d'une majorité des voix exprimées par les porteurs d'actions ordinaires présents en personne ou représentés par un fondé de pouvoir à l'Assemblée.

À moins que la procuration ne le spécifie autrement, les personnes dont les noms apparaissent au formulaire de procuration ont l'intention de voter à l'Assemblée POUR la nomination de MNP, comptables agréés, en tant qu'auditeurs de la Société et à autoriser les administrateurs à déterminer leur rémunération.

4. Adoption du Régime incitatif Omnibus

Le Conseil d'Administration a adopté un régime incitatif omnibus en actions (le « **Régime Omnibus** ») en date du 24 mai 2024. L'adoption est sujette à l'approbation des actionnaires qui doit être obtenue lors de l'Assemblée et vise à remplacer le régime d'options d'achat d'actions actuel de la Société. Le Conseil a déterminé qu'il est souhaitable d'avoir une large gamme d'attributions incitatives, y compris des options d'achat d'actions (« **Options** »), des unités d'actions restreintes (« **UAR** »), des unités d'actions au rendement (« **UAP** ») et des unités d'actions différées (« **UAD** ») (collectivement les « **Incitatifs** ») pour attirer, retenir et motiver les employés, les administrateurs, les dirigeants et les consultants de la Société.

Veuillez consulter ci-dessous un résumé du Régime Omnibus. De plus, le texte intégral du Régime Omnibus est joint à la présente circulaire en tant qu'annexe « D ». Tout terme non défini en majuscule dans cette section aura le sens qui lui est attribué dans le Régime Omnibus. À noter que seule une version anglaise du Régime Omnibus est disponible à ce jour.

Le Régime Omnibus permet l'attribution d'options, d'unités d'actions restreintes, d'unités d'actions au rendement et d'unités d'actions différées (individuellement ou collectivement, un « Incitatif ») aux participants admissibles (tels que définis dans le Régime Omnibus). Le Régime Omnibus et toutes les Incitatifs émises aux termes de celui-ci entreront en vigueur dès la ratification du Régime Omnibus par les actionnaires de la Société. Par la suite, le Régime Omnibus continuera d'être en vigueur jusqu'à la date à laquelle il sera résilié par le Conseil conformément au Régime Omnibus. Le Régime Omnibus remplacera le régime d'options d'achat d'actions. Sous réserve du respect des politiques de la Bourse de croissance TSX, toutes les options en circulation attribuées dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions précédent (l'« Ancien Plan ») continueront d'être en circulation sous forme d'attributions accordées en vertu et sous réserve des modalités du Régime Omnibus, à condition toutefois que toutes les options qui ont été octroyées dans le cadre du Régime Omnibus restent en vigueur conformément à leurs conditions existantes.

L'objectif du Régime Omnibus est de : (i) fournir à la Société un mécanisme pour attirer, retenir et motiver des administrateurs, dirigeants, employés et consultants hautement qualifiés de la Société et de ses sociétés affiliées ; (ii) aligner les intérêts des participants avec ceux des autres actionnaires de la Société en général ; et (iii) permettre et encourager les participants à participer à la croissance à long terme de la Société par l'acquisition d'actions ordinaires de la Société à titre d'investissements à long terme.

Dans le cadre du Régime Omnibus, le nombre total d'actions ordinaires réservées pour émission conformément aux Incitatifs accordés dans le cadre du Régime Omnibus (y compris les options actuellement en circulation aux termes de l'Ancien Plan) ne doit pas dépasser 10 % du total des actions ordinaires émises et en circulation de la Société à tout moment.

Dans la mesure où des Incitatifs (ou une ou plusieurs parties de celles-ci) dans le cadre du Régime Omnibus prennent fin ou sont annulés pour quelque raison que ce soit avant l'exercice, alors toutes les actions ordinaires assujetties à ces Incitatifs (ou une ou plusieurs parties de celles-ci) seront ajoutés au nombre d'actions ordinaires réservées pour émission dans le cadre du Régime Omnibus et redeviendront disponibles pour émission à la suite de l'exercice d'Incitatifs accordés dans le cadre du Régime Omnibus. Les actions ordinaires ne seront pas réputées avoir été émises aux termes du régime à l'égard de toute partie d'un Incitatif qui est réglée en espèces.

En vertu de la politique 4.4 de la Bourse de croissance TSX – Options d'achat d'actions incitatives, un régime d'options d'achat d'actions « continu », tel que le Régime Omnibus, doit recevoir l'approbation des actionnaires chaque année, lors de l'Assemblée annuelle des actionnaires. Par conséquent, lors de l'Assemblée, les actionnaires seront invités à examiner et, s'ils le jugent approprié, à adopter, avec ou sans modification, une résolution sous la forme annexée à la présente circulaire de sollicitation de procurations

de la direction en tant qu'annexe « C » (la « **Résolution Relative au Régime Omnibus** »), sous réserve des amendements, variations ou ajouts qui pourraient être approuvés à l'Assemblée, ratifiant, confirmant et approuvant le Régime Omnibus.

Le Conseil d'Administration et la direction recommandent l'adoption de la résolution relative au Régime Omnibus. Pour être adoptée, la résolution relative au Régime Omnibus doit être approuvée à la majorité des voix exprimées par les actionnaires, en personne ou par procuration, à l'Assemblée. **Sauf indication contraire dans le formulaire de procuration, les personnes nommées dans le formulaire de procuration ci-joint exerceront les droits de vote exercés à l'égard des actions représentées par ce formulaire de procuration à l'Assemblée POUR l'approbation de la résolution relative au Régime Omnibus.**

Cette résolution devra être approuvée à la majorité simple des voix exprimées, en personne ou par procuration, à l'Assemblée.

Ce qui suit est un résumé des termes et conditions du Régime Omnibus :

- a) Le Conseil d'Administration de la Société peut accorder des Incitatifs aux employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales;
- b) Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour émission aux termes des Incitatifs octroyés dans le cadre du Régime Omnibus (y compris les options en circulation émises dans le cadre de l'Ancien Plan) ne doit pas dépasser 10 % du total des actions ordinaires émises et en circulation de la Société à tout moment;
- c) Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour émission lors de l'exercice d'Incitatifs par une seule personne ne peut excéder, au cours d'une période de douze mois, 5 % du nombre d'actions ordinaires en circulation de la Société;
- d) Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour émission lors de l'exercice d'Incitatifs par un même consultant ne peut excéder, au cours d'une période de douze mois, 2 % du nombre d'actions ordinaires en circulation de la Société;
- e) Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour émission lors de l'exercice d'Options par toute personne exerçant des activités de relations avec les investisseurs ne peut excéder, au cours d'une période de douze mois, 2 % du nombre d'actions ordinaires en circulation de la Société;
- f) Le nombre total d'Incitatifs pouvant être accordées aux initiés de la Société, en tant que groupe, sur une période de 12 mois, ne doit pas dépasser 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société à la date à laquelle une Option est octroyée à tout initié, à moins d'obtenir l'approbation des actionnaires désintéressés de la Société;
- g) Le prix d'exercice des Options est déterminé par le Conseil d'Administration au moment où les Options sont octroyées, mais ne peut être inférieur au cours de clôture des actions ordinaires le jour de bourse précédant le jour où une Option est octroyée, moins tout rabais applicable autorisé par la Bourse de croissance TSX;
- h) sous réserve des exigences de la Bourse de croissance TSX, le Conseil d'Administration de la Société a le pouvoir discrétionnaire de fixer les modalités de tout calendrier d'acquisition pour chaque Incitatif accordé, y compris le pouvoir discrétionnaire de : (a) permettre l'acquisition

partielle selon les pourcentages indiqués en fonction du délai écoulé entre la date à laquelle un Incitatif est accordé et la date d'expiration de cet Incitatif ; et (b) permettre l'acquisition complète après qu'une période de temps déterminée se soit écoulée à compter de la date à laquelle un Incitatif est accordé;

- i) Les Incitatifs expirent au plus tard dix ans après la date d'attribution, telle que déterminée par le Conseil d'Administration de la Société, ou au maximum un an après qu'un participant a cessé d'être un participant admissible;
- j) Si un participant cesse d'être admissible au Régime Omnibus pour un motif valable, toutes les Incitatifs détenues par le participant expirent à cette date, sauf décision contraire du Conseil d'Administration;
- k) Si un Participant décède, tout Incitatif détenue par le Participant peut être exercée au plus tard à la date d'expiration de l'Incitatif ou un an après la date du décès, selon la première éventualité, après quoi l'Incitatif expire;
- l) Si un Participant cesse d'être admissible au Régime Omnibus pour une raison autre que congédiement pour cause ou décès, tout Incitatif détenu par le Participant peut être exercé pendant une période de 90 jours après la date de cette inadmissibilité (30 jours dans le cas d'un Participant exerçant des activités de relations avec les investisseurs), après quoi l'Incitatif devient caduque;
- m) Le prix d'exercice est payable en totalité au moment où une Option est exercée;
- n) L'administrateur du régime aura le pouvoir de déterminer les conditions d'acquisition applicables aux attributions d'Options, à condition que tant que la Société soit inscrite à la TSXV : (i) Les Options octroyées aux fournisseurs de services de relations avec les investisseurs seront assujetties aux exigences sur l'acquisition des droits énoncées dans la politique 4.4 de la Bourse de croissance TSX et contiennent des dispositions d'acquisition sur 12 mois sur une base trimestrielle. ; et (ii) les Incitatifs accordés à tous les autres Participants seront assujetties aux exigences d'acquisition de la politique 4.4 de la Bourse de croissance TSX.
- o) Les Incitatifs ne sont pas cessibles, sauf en vertu des lois successorales, étant entendu que, sous réserve de l'approbation préalable du Conseil d'Administration de la Société et de la Bourse de croissance TSX, un Incitatif peut être attribué à une société contrôlée par un participant;
- p) Si la Société est tenue, en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) ou de toute autre loi applicable, de remettre à toute autorité gouvernementale un montant au titre de l'impôt sur la valeur de tout avantage imposable associé à l'exercice d'une Option par un participant, alors le Participant devra, concomitamment à l'exercice de l'Option:
 - i. payer à la Société, en plus du prix d'exercice des Options, un montant en espèces suffisant, tel que déterminé par la Société, à son entière discrétion, comme étant le montant nécessaire pour financer la remise d'impôt requise;
 - ii. autoriser la Société, au nom du Participant, à vendre sur le marché, aux conditions et au(x) moment(s) que la Société détermine, à sa seule discrétion, telle partie des actions ordinaires de la Société émises au moment l'exercice de l'option nécessaire pour réaliser un produit en espèces d'un montant nécessaire pour financer le versement d'impôt requis; ou

- iii. prendre d'autres dispositions acceptables pour la Société, à sa seule discrétion, pour financer la remise d'impôt requise; et
- q) Dans le cas où une offre véritable pour les actions ordinaires de la Société est faite aux actionnaires en général, les Options en circulation peuvent être exercées en totalité ou en partie afin de permettre au Participant de déposer les actions ordinaires émises lors d'un tel exercice.
- r) Sauf décision contraire de l'administrateur du régime et énoncée dans la convention d'attribution particulière, et sous réserve des restrictions de la Bourse énoncées au paragraphe 3.7(a) ci-dessus (si la Société est assujettie aux politiques de la TSXV), dans le cadre de l'attribution par un Participant d'UAD, d'UAP ou d'UAR (le cas échéant) et à l'égard des services fournis par le participant pour cette attribution initiale, les UAD, les UAP et les UAR (le cas échéant) seront crédités d'équivalents de dividendes sous la forme de des UAD, des UAP ou des UAR supplémentaires, selon le cas, à chaque date de versement de dividendes à l'égard de laquelle des dividendes en espèces normaux sont versés sur les actions. Ces équivalents de dividendes correspondront au montant qu'un participant aurait reçu si les UAD, les UAP ou les UARs avaient été réglées contre des actions à la date de référence de ce dividende. Les équivalents de dividendes crédités au compte d'un participant seront assujettis aux mêmes modalités, y compris l'acquisition des droits et le moment du règlement, que les UAD, les UAP ou les UAR, selon le cas, auxquels ils se rapportent. Nonobstant toute autre condition de ce régime, si le nombre de titres émis en équivalent de dividendes, ainsi que toutes les autres rémunérations à base d'actions de la Société, dépassaient l'une des limites énoncées dans ce Régime ou dans la politique 4.4 de la Bourse de croissance TSX, alors la Société peut effectuer le paiement de ce dividende en espèces dans la mesure où il ne dispose pas d'un nombre suffisant d'actions disponibles aux termes de ce Régime pour satisfaire à ses obligations à l'égard de ces dividendes.
- s) Sous réserve de l'approbation préalable du Conseil d'Administration, lorsque la Société a conclu un accord avec une société de courtage aux termes duquel la Société de courtage prêtera de l'argent à un participant pour acheter les actions sous-jacentes aux Options, le participant peut emprunter de l'argent auprès de cette société de courtage pour exercer les Options. La Société de courtage vendra alors un nombre suffisant d'Actions pour couvrir le prix d'exercice de cette Option afin de rembourser le prêt consenti au participant. La Société de courtage recevra un nombre équivalent d'actions suite à l'exercice de ces Options et le Participant recevra le solde des actions ou le produit en espèces provenant du solde de ces actions.
- t) Sous réserve de l'approbation préalable du Conseil d'Administration, un Participant, autre que les fournisseurs de services de relations avec les investisseurs, peut choisir de remettre pour annulation à la Société toute Option acquise. La Société émettra au Participant, en contrepartie du rachat de l'Option, le nombre d'actions (arrondi au nombre entier inférieur le plus proche) déterminé sur la base d'une émission nette conformément à une formule décrite à l'article 4.7 du régime omnibus.

DÉCLARATION DE LA RÉMUNÉRATION DE LA DIRECTION

L'information contenue ci-après est fournie comme il est exigé dans l'Annexe 51-102A6E – *Déclaration de la rémunération de la haute direction – Émetteurs émergents du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*.

Pour les besoins de la présente circulaire, les « **Membres de la haute direction visés** » de la Société désignent, à tout moment au cours du dernier exercice clos, les personnes suivantes :

- (a) le chef de la direction (« **CEO** »);
- (b) le chef des finances (« **CFO** »)
- (c) le membre de la haute direction, autre que le chef de la direction et du chef des finances, le mieux rémunéré à la fin du dernier exercice clos dont la rémunération totale était supérieure à 150 000 \$ pour cet exercice;
- (d) chaque personne physique qui serait un membre de la haute direction visé en vertu du paragraphe c) si ce n'était du fait qu'elle n'était pas membre de la haute direction de la Société ni n'exerçait de fonctions analogues à la fin du dernier exercice clos.

Objectifs et objets du programme de rémunération

Les objectifs du programme de rémunération des membres de la haute direction de la Société sont les suivants :

- attirer, fidéliser et motiver des membres de la haute direction de talent qui contribuent à la création et au maintien de la réussite de la Société sur une base continue;
- aligner les intérêts des membres de la haute direction de la Société sur ceux des actionnaires de la Société; et
- fournir aux membres de la haute direction une rémunération globale concurrentielle avec celle payée par des sociétés de taille comparable exploitant une entreprise similaire dans les régions appropriées.

Dans l'ensemble, le programme de rémunération des membres de la haute direction vise à concevoir des offres globales de rémunération des membres de la haute direction qui correspondent aux offres globales de rémunération offertes aux membres de la haute direction possédant des talents, des compétences et des responsabilités similaires au sein de sociétés possédant des caractéristiques financières, opérationnelles et industrielles similaires. La Société est une société d'exploration minière dont les opérations ne généreront pas de revenus importants pendant une période de temps importante. Par conséquent, l'utilisation de normes de rendement traditionnelles, comme la rentabilité de la Société, n'est pas considérée appropriée par la Société pour fins d'évaluation du rendement des membres de la haute direction.

Le programme de rémunération des membres de la haute direction de la Société a été conçu afin de récompenser les membres de la haute direction pour le renforcement des objectifs et des valeurs de la Société, pour l'atteinte des objectifs de rendement de la Société et pour leur rendement individuel.

Tableau sommaire de la rémunération

Le tableau qui suit présente en détail toute la rémunération payée, rendue payable, attribuée, octroyée, donnée ou autrement fournie au cours des deux derniers exercices clos à toutes les personnes agissant en qualité de Membre de la haute direction visé et d'administrateur de la Société pour services rendus ou devant l'être, directement ou indirectement, à la Société ou ses filiales. Les montants indiqués comprennent le salaire de base annuel et d'autres formes de rémunération, dont le paiement a été versé ou reporté.

Tableau de la rémunération à l'exception des titres attribués comme rémunération							
Nom et poste	Exercice	Salaire, honoraires de consultation, provision sur honoraires ou commissions (\$)	Prime (\$)	Jetons de présence (\$)	Valeur des avantages indirects (\$)	Valeur de l'ensemble des autres éléments de la rémunération ⁽¹⁾ (\$)	Rémunération totale (\$)
Kiril Mugerman Président, CEO et Administrateur	2023	102 645	-	-	-	-	102 645
	2022	101 210	-	-	-	-	101 210
Maxime Lemieux Administrateur et Secrétaire	2023	-	-	-	-	-	-
	2022	-	-	-	-	-	-
Mark Billings Président du Conseil d'Administration	2023	-	-	-	-	-	-
	2022	-	-	-	-	1 500	1 500
David Charles Administrateur	2023	-	-	-	-	-	-
	2022	-	-	-	-	1 500	1 500
Guy Le Bel Administrateur	2023	-	-	-	-	-	-
	2022	-	-	-	-	-	-
Richard Faucher ⁽³⁾ Administrateur	2023	-	-	-	-	-	-
	2022	-	-	-	-	-	-
Geneviève Ayotte Administratrice	2023	-	-	-	-	-	-
Alain Cayer ⁽⁴⁾ VP exploration	2023	160 040	-	-	-	-	160 040
	2022	189 140 ⁽²⁾	-	-	-	7 000	196 140
Mathieu Bourdeau CFO	2023	88 670	-	-	-	-	88 670
	2022	82 856	-	-	-	-	82 856

Notes :

- (1) Comprend un avantage imposable lié à l'exercice d'options d'achat d'actions.
- (2) Comprend un montant forfaitaire de 25 319 \$ pour le paiement d'une banque de vacances cumulées.
- (3) Richard Faucher était Administrateur jusqu'au 14 février 2024.
- (4) Alain Cayer était membre de la haute direction jusqu'au 12 mars 2024.

Attribution à base d'actions et d'options en cours

Le tableau suivant montre toutes les attributions aux Membres de la haute direction visés et du Conseil d'Administration en cours à la fin de l'exercice financier clos le 31 décembre 2023.

Nom	Attributions fondées sur des options				Attributions fondées sur des actions	
	Titres sous-jacents aux options non exercées	Prix d'exercice des options	Date d'expiration des options	Valeur des options dans le cours non exercées ⁽¹⁾	Actions ou unités d'actions dont les droits n'ont pas été acquis	Valeur marchande ou de paiement des octrois à base d'actions dont les droits n'ont pas été acquis ⁽¹⁾
	(#)	(\$)		(\$)	(#)	(\$)
Kiril Mugerman Président, CEO et administrateur	150 000	0,165	20 juin 2024	-		
	150 000	0,10	29 juin 2025	-		
	175 000	0,17	10 juin 2026	-	-	-
	250 000	0,10	09 juin 2027	-		
Maxime Lemieux Administrateur et Secrétaire	50 000	0,165	20 juin 2024	-		
	100 000	0,10	29 juin 2025	-		
	100 000	0,17	10 juin 2026	-	-	-
	150 000	0,10	09 juin 2027	-		
Mark Billings Président du Conseil d'Administration	50 000	0,165	20 juin 2024	-		
	100 000	0,10	29 juin 2025	-		
	125 000	0,17	10 juin 2026	-	-	-
	150 000	0,10	09 juin 2027	-		
David Charles Administrateur	50 000	0,165	20 juin 2024	-		
	100 000	0,10	29 juin 2025	-		
	100 000	0,17	10 juin 2026	-	-	-
	150 000	0,10	09 juin 2027	-		
Guy Le Bel Administrateur	150 000	0,10	29 juin 2025	-		
	100 000	0,17	10 juin 2026	-	-	-
	150 000	0,10	09 juin 2027	-		
Richard Faucher Administrateur	150 000	0,10	29 juin 2025	-		
	100 000	0,17	10 juin 2026	-	-	-
	150 000	0,10	09 juin 2027	-		
Genevieve Ayotte Administratrice	-	-	-	-	-	-
Alain Cayer VP exploration	150 000	0,165	20 juin 2024	-		
	150 000	0,10	29 juin 2025	-		
	150 000	0,17	10 juin 2026	-	-	-
	250 000	0,10	09 juin 2027	-		
Mathieu Bourdeau CFO	200 000	0,165	20 juin 2024	-		
	150 000	0,10	29 juin 2025	-		
	150 000	0,17	10 juin 2026	-	-	-
	250 000	0,10	09 juin 2027	-		

Notes :

- (1) Calculé en fonction de la différence entre le prix d'exercice des options et le prix de clôture des actions ordinaires de la Société en date du 22 mai 2024, soit 0,025 \$.
- (2) Richard Faucher était Administrateur jusqu'au 14 février 2024.
- (3) Alain Cayer était membre de la haute direction jusqu'au 12 mars 2024.

Le tableau qui suit présente les renseignements concernant l'exercice par un administrateur ou un Membre de la haute direction visé de titres de rémunération au cours du dernier exercice terminé le 31 décembre 2023.

Exercice de titres attribués comme rémunération par les administrateurs et les membres de la haute direction visés							
Nom et poste	Type de titre	Nombre de titres sous-jacents exercés	Prix d'exercice par titre (\$)	Date d'exercice	Cours de clôture du titre à la date d'exercice (\$)	Écart entre le prix d'exercice et le cours de clôture à la date d'exercice (\$)	Valeur totale à la date d'exercice (\$)
Kiril Mugerman Président, CEO et Administrateur	-	-	-	-	-	-	-
Maxime Lemieux Administrateur et Secrétaire	-	-	-	-	-	-	-
Mark Billings Président du Conseil d'Administration	-	-	-	-	-	-	-
David Charles Administrateur	-	-	-	-	-	-	-
Richard Faucher Administrateur	-	-	-	-	-	-	-
Guy Le Bel Administrateur	-	-	-	-	-	-	-
Geneviève Ayotte Administratrice	-	-	-	-	-	-	-
Alain Cayer VP exploration	-	-	-	-	-	-	-
Mathieu Bourdeau CFO	-	-	-	-	-	-	-

Contrats d'emploi, de services-conseils et de gestion avec les membres de la haute direction visés

La Société n'a pas de contrat d'emploi, de services-conseils et de gestion avec les Membres de la haute direction visés, à l'exception de ceux décrit ci-après.

La Société détient un contrat de travail à durée indéterminée avec M. Kiril Mugerman afin de confirmer les modalités et conditions de son emploi à titre de président et chef de la direction de la Société. Les termes du contrat de travail prévoient que M. Mugerman recevra un salaire de base annuel de 170 000 \$. M. Mugerman a droit à quatre semaines de vacances annuelles. La Société peut résilier sans motif sérieux le contrat de travail de M. Mugerman en lui donnant un préavis écrit de douze mois. En cas de cessation du contrat de travail de M. Mugerman à la suite d'une prise de contrôle ou à une modification substantielle des conditions de travail, M. Mugerman aura droit à une somme forfaitaire représentant 24 mois de son salaire de base annuel et une indemnité correspondant aux vacances accumulées.

La Société a également conclu un contrat de travail à durée indéterminée avec M. Mathieu Bourdeau afin de confirmer les modalités et conditions de son emploi à titre de chef de la direction financière de la Société. Les termes du contrat d'emploi prévoient que M. Bourdeau recevra un salaire de base annuel de 135 000 \$. M. Bourdeau a droit à quatre semaines de vacances annuelles. La Société peut résilier sans motif sérieux le contrat d'emploi de M. Bourdeau en lui donnant un préavis écrit de douze mois. En cas de cessation du contrat d'emploi de M. Bourdeau à la suite d'une prise de contrôle ou à une modification importante des conditions de travail, M. Bourdeau aura droit à une somme forfaitaire représentant 24 mois de son salaire de base annuel et une indemnité correspondant aux vacances accumulées.

Cessation d'emploi et changement de contrôle

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2023, la Société n'avait pas, autre que pour les contrats des trois membres de la haute direction, de contrat, d'entente, de régime ou d'entente qui prévoit des paiements à un Membre de la haute direction visé à la suite ou à la suite d'une résiliation (volontaire, involontaire ou constructive), de démission, la retraite, un changement de contrôle de la Société ou un changement dans les responsabilités d'un membre de la haute direction visé.

Surveillance et description de la rémunération des administrateurs et des membres de la haute direction visés

Membres de la haute direction

Le Conseil d'Administration analyse les questions ayant trait à la planification des ressources humaines, à la rémunération des membres de la haute direction, des administrateurs et des autres employés, aux programmes incitatifs à court et à long terme, et aux programmes d'avantages sociaux, et de recommander la nomination des membres de la haute direction.

La politique en matière de rémunération vise les principaux objectifs suivants :

- offrir une rémunération globale capable d'attirer et de retenir des membres de la haute direction de qualité, indispensables pour garantir la réalisation des objectifs et la réussite de la Société à court et à long terme;
- motiver les membres de la haute direction à atteindre et à dépasser les objectifs de la Société et de ses actionnaires.

Rémunération et gestion des risques

Étant donné la taille de la Société, le Conseil d'Administration a pris en compte les conséquences des risques associés à la politique et les pratiques en matière de rémunération de la Société, mais a conclu qu'ils n'étaient pas importants.

Aucun des membres de la haute direction et des administrateurs de la Société n'est autorisé à acheter des instruments financiers, notamment des contrats à terme de gré à gré variables prépayés, des swaps sur actions, des tunnels de change ou des parts de fonds des changes conçus pour couvrir une diminution de la valeur marchande des titres de capitaux propres qui lui ont été octroyés à titre de rémunération ou qu'il détient, directement ou indirectement, ou pour annuler une telle diminution.

Groupe de comparaison

La politique en matière de rémunération est conçue pour rémunérer les membres de la haute direction et d'autres employés clés en fonction du rendement et des objectifs de la Société. Le Conseil d'Administration n'a pas retenu les services d'une firme indépendante afin qu'elle prépare des données comparatives sur le marché étant donné la petite taille de la Société.

Éléments de la politique en matière de rémunération

La politique en matière de rémunération est composée de la somme des éléments suivants :

- le salaire de base;
- la rémunération incitative annuelle (prime);
- la rémunération incitative à long terme;
- les avantages sociaux et les avantages indirects.

Chacun de ces éléments ainsi que l'approche de la Société à l'égard de ceux-ci sont décrits ci-après.

Salaire de base

La politique de la Société en matière de salaire de base consiste à payer aux membres de la haute direction des salaires de base équivalents au groupe de comparaison. Les salaires des membres de la haute direction sont revus et rajustés annuellement par le Conseil d'Administration en fonction du rendement individuel et de celui du groupe de comparaison.

Rémunération incitative annuelle

La Société offre aux membres de la haute direction de la Société la possibilité de toucher une prime annuelle, à la condition que la Société atteigne ou excède ses objectifs annuels et que le membre de la haute direction ou l'employé atteigne certains objectifs personnels précis.

La prime des membres de la haute direction est calculée en fonction du rendement individuel. Le Conseil d'Administration peut, à l'occasion, exercer son bon jugement pour permettre que la rémunération incitative annuelle généralement payée conformément aux politiques de la Société soit versée en fonction du rendement global de la Société et des conditions exceptionnelles du marché. Le Conseil d'Administration se réserve également le droit de renoncer aux exigences minimales de la rémunération incitative annuelle lorsque des réussites stratégiques exceptionnelles qui pourraient accroître la valeur non courante de la Société sont atteintes au cours de l'exercice.

Rémunération incitative à long terme

L'établissement d'un équilibre entre la rémunération à court et à long terme est essentiel au rendement de la Société. Pour cette raison, la Société a adopté le régime d'options permettant d'attribuer des options à des dirigeants, des administrateurs, des employés clés et des consultants de la Société. Il convient de se reporter à la description de ce régime d'options à la rubrique « Plans de rémunération à base de titres de participation » ci-dessus.

De façon générale, le Conseil d'Administration fixe le nombre d'options attribuées en fonction du niveau de responsabilité et d'autorité de chacun des membres de la haute direction. Le nombre total d'options émises au cours des derniers exercices est examiné, mais n'a aucune incidence importante sur le nombre d'options

devant être attribuées à un membre de la haute direction. Les options sont attribuées à la valeur du marché au moment de l'attribution et peuvent être exercées sur cinq ans.

Le régime d'options vise à servir d'incitatif aux administrateurs, aux dirigeants, aux employés ainsi qu'aux consultants qui seront motivés par le succès de la Société ainsi qu'à promouvoir la propriété d'actions ordinaires de la Société par ces personnes. Il n'y a pas d'indicateur de performance lié au régime d'options relativement à la profitabilité ou à la gestion des risques. La rémunération incitative à long terme n'est pas fondée sur des objectifs de rendement individuel ou corporatif qui sont connus ou mesurés. Elle est plutôt déterminée en vue d'améliorer le salaire des membres de la haute direction et d'encourager le travail effectué par ceux-ci dans le but d'augmenter le résultat par action.

Avantages sociaux et avantages indirects

La Société n'a pas octroyé d'avantages sociaux et avantages indirects au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Général

La politique en matière de rémunération a pour premier objectif de récompenser le rendement supérieur obtenu à la fois au moyen de résultats individuels et de résultats d'entreprise et au moyen de la valeur accrue pour les actionnaires. Dans son processus de révision de la rémunération des membres de la haute direction, le Conseil d'Administration tient compte de divers facteurs qui ne sont pas facilement évaluables, mais qui concernent le rendement individuel, l'expérience, l'intégrité, l'appréciation des pairs et le groupe de comparaison.

Administrateurs

De façon générale, le Conseil d'Administration détermine le nombre d'options attribuées annuellement aux administrateurs, et ce, sans l'application d'objectifs connus ou mesurés. Des critères tels que le rendement global de la Société sont examinés afin de déterminer le nombre d'options à être attribuées aux administrateurs.

Prestations en vertu d'un régime de retraite

La Société n'offre pas de régime de retraite à ses Membres de la haute direction visés ni à ses administrateurs.

Information sur le régime de rémunération fondé sur des titres de capitaux propres⁽¹⁾

Catégorie de Régime	Nombre d'actions ordinaires devant être émises lors de l'exercice des options en circulation	Prix d'exercice moyen pondéré des options en circulation	Nombre d'actions ordinaires restant à émettre en vertu de régimes de rémunération fondés sur des titres de capitaux propres
Régime d'options sur actions de la Société approuvé par les actionnaires	5 242 500	0.13 \$	7 613 213
Régime d'options devant être approuvé par les actionnaires	-	-	-
Total	5 242 500	0.13 \$	7 613 213

Note :

(1) En date du 22 mai 2024.

Prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction

En date des présentes, aucun montant n'est dû à la Société par un administrateur, membre de la haute direction, employés ou tout ancien administrateur, membre de la haute direction ou employé de la Société ou d'une de ses filiales, ou tout candidat à un poste d'administrateur de la Société ou associé. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2023, la Société n'a octroyé aucun prêt.

Intérêt de personnes informées dans les opérations importantes

À la connaissance de la Société, aucun des administrateurs, membre de la haute direction ou candidat à un poste d'administrateur ou tout autre initié de la Société ou personne faisant partie du même groupe que ceux-ci ou ayant des liens avec ceux-ci n'a d'intérêt important, direct ou indirect, dans quelque opération que ce soit, ayant été conclue depuis le début du dernier exercice de la Société et qui a une incidence importante sur celle-ci, ou dans toute opération projetée qui a ou pourrait avoir un tel effet.

Assurance-responsabilité des administrateurs et dirigeants

La Société maintient une assurance responsabilité pour les administrateurs et dirigeants. Le contrat contient des clauses standards d'exclusion et il n'y a pas eu à ce jour de réclamation. La prime est de 10 737 \$ (inclus la taxe sur l'assurance) pour une protection de 3 000 000 \$ avec une franchise de 50 000 \$.

INFORMATION SUR LE COMITÉ D'AUDIT

Charte du comité d'audit et de gestion des risques

Le comité d'audit a adopté une charte officielle, dont le texte est reproduit à l'Annexe A des présentes. La charte du comité d'audit et de gestion des risques énonce le mandat et les responsabilités du comité d'audit, aux termes d'une étude du *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (le « **Règlement 52-110** ») des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et des autres politiques applicables.

Composition du comité d'audit

Nom	Indépendant	Possède des compétences financières
Geneviève Ayotte (présidente)	Oui	Oui
Maxime Lemieux	Oui	Oui
Guy Le Bel	Oui	Oui

Notes :

Le comité d'audit se compose de trois administrateurs et l'un d'eux est indépendant tel que défini dans le Règlement 52-110. Tous les membres du comité possèdent des « compétences financières » et ont la capacité de lire et de comprendre des états financiers.

Formation et expérience pertinentes

La formation et l'expérience de chaque membre du comité d'audit a permis à chacun de remplir ses responsabilités en tant que membre du comité d'audit et a fourni au membre les compétences relatives à la compréhension des principes comptables utilisés par la Société pour établir ses états financiers, la capacité d'évaluer de manière générale l'application des principes comptables reliés à la comptabilisation des estimations, des produits à recevoir, des charges à payer et des provisions ainsi que de l'expérience dans l'établissement, l'audit, l'analyse ou l'évaluation d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut

raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société, ou une expérience de supervision active de personnes physiques exerçant ces activités et la compréhension du contrôle interne et des procédures de communication de l'information financière.

Veillez vous reporter aux notes biographiques pour une description de l'expérience pertinente de chaque membre du comité d'audit sous la rubrique « Ordre du jour de l'Assemblée – 2. Élection des administrateurs »

Encadrement du comité d'audit

Chacune des recommandations du comité d'audit concernant la nomination ou la rémunération des auditeurs externes de la Société a été adoptée par le conseil au cours du dernier exercice.

Utilisation de certaines dispenses

La Société ne s'est pas prévaluée, au cours du dernier exercice, de dispenses en vertu de l'article 2.4 du Règlement 52-110 (*Services non liés à l'audit de valeur minime*), ni d'aucune autre dispense, en tout ou en partie, prévue aux parties 6 et 8 du Règlement 52-110, autre que la dispense accordée aux émetteurs émergents en vertu de l'article 6.1 du Règlement 52-110.

Politiques et procédures d'approbation préalable

Le comité d'audit approuve préalablement les modalités de tous les contrats relatifs aux services liés à l'audit ainsi qu'aux autres services devant être rendus par les experts comptables de la Société à la Société.

La Société n'a adopté aucune politique ou procédure spécifique relativement aux services non liés à l'audit, à l'exception de l'approbation au préalable par le comité d'audit.

Honoraires pour les services de l'auditeur externe

Les honoraires facturés à la Société par son auditeur externe au cours de chacun des deux derniers exercices se répartissent comme suit :

	2023	2022
Honoraires d'audit ⁽¹⁾	77 310 \$	78 360 \$
Honoraires pour services liés à l'audit ⁽²⁾	-	-
Honoraires pour services fiscaux ⁽³⁾	5 355 \$	5 100 \$
Autres honoraires ⁽⁴⁾	5 787 \$	5 842 \$
Total	88 452 \$	89 302 \$

Notes :

- (1) Les honoraires d'audit comprennent les honoraires pour les services liés à l'audit des états financiers de la Société ou les autres services qui sont normalement rendus par l'auditeur externe à l'occasion des dépôts ou des missions prévues par la loi et la réglementation. Ces honoraires comprennent également les honoraires pour les lettres d'accord présumées, les audits légaux, les services d'attestation, les consentements relatifs aux documents déposés auprès des organismes de réglementation et la participation à la préparation et à l'examen de ces documents, de même qu'en rapport avec l'interprétation des normes applicables en matière d'information comptable et financière.

- (2) Les honoraires pour services liés à l'audit comprennent les honoraires pour les services de certification et services connexes rendus par les auditeurs externes de la Société. Ces services comprennent également les services de conseil en comptabilité dans le cadre d'opérations d'acquisition ou de dessaisissement de même que l'examen des systèmes de contrôle interne.
- (3) Les honoraires pour services fiscaux comprennent les honoraires pour les services rendus en matière de planification fiscale, lors de restructurations ou au moment d'établir une position fiscale, de même que la préparation et l'examen des déclarations d'impôt et autres de même que d'opinions en matière de fiscalité.
- (4) Frais administratifs.

CONTRATS DE GESTION

La Société n'a conclu aucune convention de gestion au cours du dernier exercice terminé et aucun accord antérieur de même nature n'était encore en vigueur.

PRATIQUES DE RÉGIE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration estime que des pratiques de régie d'entreprise bien établies sont importantes pour assurer que les activités de la Société soient menées de manière efficace et que la Société soit gérée de manière à accroître la valeur pour les actionnaires. Le Conseil d'Administration a la responsabilité de s'assurer que la Société règle tous les problèmes concernant la régie d'entreprise conformément aux lignes directrices en matière de gouvernance énoncées dans *l'Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Les pratiques adoptées par la Société en matière de gouvernance, conformément au *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*, sont décrites à l'Annexe B des présentes sous la forme prescrite à l'Annexe 58-101A2.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

D'autres renseignements concernant la Société peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. L'information financière de la Société figure dans ses états financiers et son rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Des exemplaires de ces documents peuvent être obtenus en s'adressant à Kiril Mugerma, président et chef de la direction, au 75, de Mortagne, Boucherville (Québec) J4B 6Y4. La Société peut demander le paiement de frais raisonnables lorsque la demande est faite par une personne qui n'est pas actionnaire.

APPROBATION DE LA CIRCULAIRE

Le Conseil d'Administration de la Société a approuvé le contenu de la présente circulaire de la direction ainsi que son envoi aux actionnaires.

Montréal (Québec), le 28 mai 2024.

EXPLORATION KINTAVAR INC.

Par : (s) Kiril Mugerma
Kiril Mugerma, président et chef de la direction

ANNEXE A

CHARTRE DU COMITÉ D'AUDIT ET DE GESTION DES RISQUES

EXPLORATION KINTAVAR INC. (la « Société »)

La présente charte est adoptée en conformité avec le *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* (le « **Règlement 52-110** »).

1. COMPOSITION

Le comité se compose d'au moins trois administrateurs, tel qu'il est déterminé par le conseil. Les membres du comité doivent être indépendants au sens du Règlement 52-110.

Au moins un des membres du comité doit posséder des compétences comptables ou une expertise en gestion financière connexe. Tous les membres du comité doivent posséder des compétences financières.

Aux fins de la présente charte, « compétences financières » signifie la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, aux questions dont on peut raisonnablement penser qu'elles seront soulevées par les états financiers de la Société.

Les membres du comité sont nommés annuellement par le conseil lors de sa première réunion suivant une Assemblée des actionnaires où les administrateurs sont élus. Si la nomination des membres du comité n'est pas ainsi faite, les administrateurs qui sont membres du comité continuent d'agir à titre de membres jusqu'à ce que leurs successeurs soient valablement nommés. Le conseil peut nommer un membre pour pourvoir un poste vacant dans le comité entre les élections annuelles d'administrateurs.

À moins qu'un président du comité ne soit nommé par le conseil, les membres du comité peuvent élire un président par une majorité de voix de tous les membres du comité.

2. RÉUNIONS ET PROCÉDURES

Le comité se réunit annuellement, ou plus fréquemment, si nécessaire.

Durant toutes les réunions du comité, chaque point à être réglé doit être décidé à la majorité des voix. En cas d'égalité de voix, le président du comité n'a pas droit à un second vote.

Le quorum aux réunions du comité est fixé à la majorité des membres et les règles quant à la convocation, la tenue, la conduite et l'ajournement des réunions du comité seront identiques à celles qui régissent les réunions du conseil.

Les pouvoirs du comité peuvent être exercés au cours d'une réunion à laquelle il y a quorum constitué de membres présents ou participant par téléphone ou par d'autres moyens électroniques ou par une résolution signée par tous les membres ayant droit de voter sur cette résolution à une réunion du comité.

Chaque membre (y compris le président du comité) a droit à un vote au cours des délibérations du comité.

Le comité peut se réunir séparément, avec la haute direction et peut demander à tout membre de la haute direction de la Société ou au conseiller juridique externe ou aux auditeurs indépendants de la Société d'assister aux réunions du comité ou autres réunions avec tout membre ou conseiller du comité.

De plus, le comité peut embaucher, lorsqu'il le juge approprié, des consultants externes, lorsque cela est nécessaire pour l'aider à remplir ses fonctions et s'acquitter de ses responsabilités.

Le comité doit, à la réunion du conseil qui suit chaque réunion du comité, faire un rapport aux administrateurs relativement au travail, aux activités et aux recommandations du comité.

3. FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

Les fonctions et les responsabilités générales du comité sont les suivants :

3.1 États financiers et communication d'information

- 3.1.1 Examiner les états financiers, les rapports de gestion et les communiqués de presse de la Société concernant les profits et les pertes annuels et intermédiaires (tel que requis par le conseil) avant que la Société ne les publie, ainsi que tous autres rapports ou information financière qui sont fournis à tout organisme gouvernemental ou au public.

3.2 Auditeurs indépendants

- 3.2.1 Formuler des recommandations au conseil relativement au choix et, le cas échéant, au remplacement des auditeurs indépendants devant être nommés annuellement, de même que quant à leur rémunération.
- 3.2.2 Déterminer que les auditeurs indépendants qui sont nommés sont un cabinet d'experts-comptables qui a conclu une convention de participation, tels que ces termes sont définis dans le *Règlement 52-108 sur la surveillance des auditeurs*, et qu'au moment de leur rapport relativement aux états financiers annuels de la Société, qu'ils étaient en conformité avec toute restriction ou sanction imposée par le Conseil canadien sur la reddition de comptes.
- 3.2.3 Surveiller le travail des auditeurs indépendants et examiner annuellement leur rendement et leur indépendance.
- 3.2.4 Examiner annuellement avec les auditeurs indépendants les relations importantes qu'ils peuvent entretenir avec la Société qui pourraient avoir une incidence sur leur objectivité et leur indépendance et en discuter.
- 3.2.5 S'assurer auprès des auditeurs indépendants de la qualité des principes comptables de la Société, de ses contrôles internes ainsi que de l'exhaustivité et de l'exactitude de ses états financiers.
- 3.2.6 Examiner et approuver les politiques de recrutement de la Société à l'égard des associés, des salariés et anciens associés et salariés de l'auditeur indépendant actuel et des anciens auditeurs de la Société.
- 3.2.7 Examiner le plan d'audit pour les états financiers de fin d'exercice et le modèle sur la base duquel il est proposé de préparer ces états financiers.
- 3.2.8 Vérifier et approuver au préalable les services liés à l'audit et les services connexes, de même que les honoraires et autres rémunérations s'y rapportant, ainsi que les services non liés à l'audit que les auditeurs indépendants de la Société doivent rendre à la Société ou à ses filiales. Le comité satisfait à l'obligation d'approbation préalable des services non liés à l'audit si :

- 3.2.8.1 le montant total de tous les services non liés à l'audit ne constitue pas plus de 5 % du montant total des honoraires versés par la Société et ses filiales à ses auditeurs indépendants au cours de l'exercice pendant lequel ces services sont rendus;
- 3.2.8.2 la Société ou ses filiales, selon le cas, n'a pas reconnu les services comme des services non liés à l'audit au moment du contrat;
- 3.2.8.3 les services sont promptement portés à l'attention du comité par la Société et approuvés, avant l'achèvement d'audit, par le comité ou par un ou plusieurs de ses membres à qui le comité a délégué le pouvoir d'accorder ces approbations.

Le comité peut déléguer, à un ou plusieurs de ses membres indépendants du comité, le pouvoir mentionné ci-dessus d'approuver au préalable les services non liés à l'audit pourvu que l'approbation préalable de tels services soit présentée au comité à sa première réunion régulière après l'approbation.

3.3 Procédures de communication de l'information financière

- 3.3.1 Examiner avec la haute direction, en consultation avec les auditeurs indépendants, l'intégrité des procédures de communication interne et externe de l'information financière de la Société.
- 3.3.2 Prendre en considération le jugement des auditeurs indépendants quant à la qualité et à l'exactitude des principes comptables de la Société, tels qu'ils sont appliqués relativement à la communication de son information financière.
- 3.3.3 Considérer et indiquer au conseil les modifications aux principes et pratiques comptables et d'audit de la Société suggérées par les auditeurs indépendants et la haute direction.
- 3.3.4 Examiner les désaccords importants entre la haute direction et les auditeurs indépendants quant à la préparation des états financiers.
- 3.3.5 Examiner, avec les auditeurs indépendants et la haute direction, dans quelle mesure les modifications et les améliorations aux pratiques financières et comptables ont été mis en application.
- 3.3.6 Établir des procédures concernant la réception, la conservation et le traitement des plaintes reçues par la Société au sujet de la comptabilité, des contrôles comptables internes ou de l'audit, ainsi que concernant l'envoi confidentiel, sous le couvert de l'anonymat par les salariés de la Société de préoccupations touchant des points discutables en matière de comptabilité ou d'audit.

3.4 Gestion des risques

- 3.4.1 Surveiller le repérage, la priorisation et la gestion des risques auxquels la Société est exposée.
- 3.4.2 Diriger la facilitation des évaluations des risques pour déterminer les risques importants auxquels la Société peut être exposée et évaluer la stratégie pour gérer ces risques.
- 3.4.3 Surveiller les changements dans l'environnement interne et externe et l'émergence de nouveaux risques.

- 3.4.4 Examiner le caractère adéquat de la couverture d'assurance.
- 3.4.5 Surveiller la procédure pour effectuer et évaluer la communication de l'information à des tierces parties étant donné que cette communication représente un risque pour la Société.

3.5 Politique de dénonciation

- 3.5.1 Surveiller et évaluer le respect de la politique de dénonciation de la Société.
- 3.5.2 Établir une procédure pour la réception et le traitement des plaintes que la Société reçoit concernant la comptabilité, les contrôles comptables internes ou les questions relatives à l'audit.

3.6 Obligations de rendre des comptes

- 3.6.1 Le comité doit rendre compte au conseil régulièrement, et dans tous les cas :
 - 3.6.1.1 au moins une fois par année, avec une évaluation de la direction relativement à la préparation des états financiers et des auditeurs relativement à la réalisation de l'audit annuel de la Société, et analyser le rapport avec l'ensemble du conseil après la fin de chaque exercice;
 - 3.6.1.2 avant la communication au public par la Société de ses états financiers, rapports de gestion et communiqués de presse concernant les profits et les pertes annuels et intermédiaires et de tout rapport ou de toute autre information financière qui est soumis à un organisme gouvernemental ou au public;
 - 3.6.1.3 comme il est exigé par les lois, les exigences réglementaires et les politiques des Autorités canadiennes en valeurs mobilières applicables.

3.7 Évaluation annuelle

- 3.7.1 Chaque année, le comité doit, selon ce qu'il juge approprié :
 - 3.7.1.1 effectuer un examen et une évaluation du rendement du comité et de ses membres, y compris de la conformité du comité à sa charte;
 - 3.7.1.2 examiner et évaluer le caractère adéquat de la présente charte et la description de poste du président du comité et recommander au conseil toute amélioration de cette charte ou de la description de poste que le comité juge appropriée, à l'exception des modifications techniques mineures apportées à cette charte, pouvoir qui est délégué au secrétaire général qui fait rapport de ces modifications au conseil à sa prochaine réunion régulière.

ANNEXE B

PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

EXPLORATION KINTAVAR INC.

(la « Société »)

Le Conseil d'Administration a soigneusement examiné les lignes directrices en matière de gouvernance énoncées dans l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance*. Une description des pratiques en matière de gouvernance de la Société est présentée ci-dessous conformément aux exigences du *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance* (le « **Règlement 58-101** ») des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration délègue à la direction la responsabilité de développer ces stratégies et se rend responsable d'approuver les stratégies adoptées. Outre les questions qui doivent, conformément à la loi, être approuvées par le conseil, la direction est tenue de demander l'approbation du conseil à l'égard des acquisitions, dispositions et dépenses en capital importantes. Les autres questions d'intérêt stratégique pour la Société ou les questions qui ont des répercussions importantes sur les activités de la Société sont portées à l'attention du conseil pour que celui-ci les examine, les commente et les approuve.

Le Conseil d'Administration supervise l'identification des principaux risques associés à l'entreprise de la Société et la mise en œuvre par la direction de systèmes appropriés de gestion de ces risques. Le Conseil d'Administration examine les questions de structure organisationnelle telle que la planification de la relève. En raison de la stabilité de la direction actuelle, leur vaste expérience et le peu de roulement, le Conseil d'Administration ne considère pas comme critique à ce moment la planification de la relève.

Les administrateurs suivants sont « indépendants » au sens du Règlement 58-101 puisqu'ils n'ont aucun intérêt ni aucune relation, y compris des relations d'affaires, qui soient susceptibles de nuire de façon importante à leur capacité d'agir au mieux des intérêts de la Société, ou qui soient raisonnablement susceptibles d'être perçues comme ayant cet effet, à l'exception des intérêts et des relations découlant de l'actionnariat : Maxime Lemieux, Guy Lebel, Richard Faucher, David Charles et Mark Billings.

Kiril Mugerma, président et chef de la direction de la Société, est un administrateur non indépendant, celui-ci étant également dirigeant de la Société.

Les administrateurs indépendants tiennent des réunions hors la présence de l'administrateur non indépendant et des membres de la direction.

Mandats d'administrateurs

Les membres suivants du Conseil d'Administration sont également administrateurs d'autres émetteurs assujettis ou l'équivalent dans un territoire du Canada ou dans un territoire étranger:

Nom	Émetteur assujetti	Nom de la Bourse ou le marché (le cas échéant)	Poste	Depuis
Kiril Mugeran	Ressources Géoméga inc.	TSX.V	Administrateur et dirigeant	14 septembre 2015
Mark Billings	Auxico Resources Canada Inc.	CSE	Administrateur et dirigeant	29 août 2017
	St-Georges Eco-Mining Corp.	CSE	Administrateur	30 décembre 2009
	Fancamp Exploration Ltd.	TSX.V	Administrateur	15 août 2014
	Technologies Relevium Inc.	TSX.V	Dirigeant	7 novembre 2019
	EDM Resources Inc.	TSX.V	Administrateur	Octobre 2021
Maxime Lemieux	Consolidated Lithium Metals Inc.	TSX.V	Administrateur	9 juillet 2014
	GobiMin Inc.	TSX.V	Administrateur	11 juillet 2016
	QNB Metals Inc.	CSE	Administrateur	19 octobre 2020
	Canadian Metals Inc.	CSE	Administrateur	27 juillet 2021
	Upstart Investments Inc.	TSX.V	Administrateur	29 mars 2023
David Charles	Ressources Odyssey ltée	TSX.V	Administrateur	14 juin 2016
Guy Le Bel	Qc Copper and Gold Inc.	TSX.V	Dirigeant	28 février 2024
	Ressources Sirios Inc.	TSX.V	Administrateur	15 décembre 2022
Genevieve Ayotte	Ariane Phosphate Inc.	TSX.V	Dirigeante	3 octobre 2022
	Quebec Precious Metals Inc.	TSX.V	Administratrice	18 juillet 2023

Orientation et formation continue

Le Conseil d'Administration prend les mesures suivantes afin d'assurer que tous les nouveaux administrateurs reçoivent une formation à l'égard du rôle du conseil, de ses comités et de ses administrateurs ainsi qu'à l'égard de la nature des opérations de la Société.

Des rapports et autres documents portant sur les affaires et activités de la Société sont remis aux nouveaux administrateurs.

L'orientation et la formation des administrateurs sont des processus continus. Les discussions informelles entre les membres du conseil et la direction sont encouragées, en plus des présentations formelles préparées par la direction et des visites organisées sur les propriétés de la Société.

Éthique commerciale

La Société est déterminée à promouvoir l'intégrité et à faire preuve d'une éthique exemplaire dans la conduite de toutes ses activités.

Tous les administrateurs, dirigeants et employés de la Société ont l'obligation d'accomplir leurs devoirs et d'assumer leurs responsabilités dans le meilleur intérêt de celle-ci. La Société s'attend à ce que tous ses administrateurs se conforment aux lois et aux règlements régissant sa conduite.

Dans l'éventualité où un membre du Conseil d'Administration est susceptible de posséder un intérêt matériel à l'égard d'une transaction ou d'un contrat éventuel de la Société, le comité d'audit doit être informé de la nature de l'intérêt matériel soulevé. La situation est par la suite soumise au Conseil d'Administration, qui peut entreprendre toute mesure jugée nécessaire dans le but de maintenir l'indépendance et l'intégrité du conseil. Le membre qui possède un intérêt matériel doit s'abstenir de voter sur la question.

Nomination des administrateurs

Le Conseil d'Administration de la Société croit que selon la taille et la nature de la Société, sa taille actuelle est efficace et appropriée.

Le président du Conseil d'Administration et le président de la Société recherchent des candidats qui pourront être considérés à l'élection des administrateurs. Ces nominations sont assujetties à l'examen et à l'approbation du Conseil d'Administration.

Les nouveaux candidats au poste d'administrateur sont évalués avec soin quant à leurs qualifications et aptitudes professionnelles, personnalités et autres qualifications, y compris la disponibilité que le candidat est en mesure de consacrer à cette tâche, le tout en fonction des besoins de la Société.

Rémunération

Sur une base annuelle, le Conseil d'Administration évalue l'exactitude de la rémunération des administrateurs et dirigeants.

Autres comités du Conseil

Le Conseil d'Administration n'a pas d'autres comités que le comité d'audit.

Évaluation

Le Conseil d'Administration de la Société n'a pas encore établi de procédures d'évaluation formelle pour évaluer le rendement du conseil ou de ses comités et membres.

ANNEXE C

RÉSOLUTION DES ACTIONNAIRES

APPROBATION DU RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

EXPLORATION KINTAVAR INC.

(la « Société »)

IL EST RÉSOLU QUE :

- a) le régime incitatif omnibus de la Société, adopté par le Conseil d'Administration de la Société le 24 mai 2024, tel que décrit et inclus dans la Circulaire d'information de la direction datée du 28 mai 2024 soit par les présentes autorisé, ratifié, approuvé et confirmé ; et

- b) un ou plusieurs administrateurs ou dirigeants de la Société sont autorisés et mandatés, sur décision du Conseil d'Administration de donner effet à la présente résolution, de prendre toutes les mesures et procédures nécessaires et d'exécuter, remettre et déposer toutes les déclarations, accords, documents et autres instruments et d'accomplir tous autres actes qui peuvent être nécessaires ou souhaitables pour donner effet à la résolution.

ANNEXE D

RÉGIME OMNIBUS

EXPLORATION KINTAVAR INC.

(la « Société »)

(Voir en pièce jointe)

*Seule la version anglaise est disponible à ce jour.

KINTAVAR EXPLORATION INC.

OMNIBUS EQUITY INCENTIVE PLAN

APPROVED BY THE BOARD OF DIRECTORS ON MAY 24, 2024

TABLE OF CONTENTS

	<u>Page</u>
ARTICLE 1 - PURPOSE	1
1.1 Purpose.....	1
1.2 Amendment to Predecessor Plan	1
ARTICLE 2 - INTERPRETATION	1
2.1 Definitions	1
2.2 Interpretation.....	11
ARTICLE 3 - ADMINISTRATION	11
3.1 Administration	11
3.2 Delegation to Committee	13
3.3 Determinations Binding.....	13
3.4 Eligibility	13
3.5 Plan Administrator Requirements.....	13
3.6 Total Shares Subject to Awards.....	14
3.7 Limits on Grants of Awards.....	14
3.8 Award Agreements	15
3.9 Non-transferability of Awards	15
ARTICLE 4 - OPTIONS	15
4.1 Granting of Options	15
4.2 Exercise Price	16
4.3 Term of Options.....	16
4.4 Vesting and Exercisability	16
4.5 Payment of Exercise Price	16
4.6 Cashless Exercise.....	17
4.7 Net Exercise of Options.....	17
ARTICLE 5 - DEFERRED SHARE UNITS	18
5.1 Granting of DSUs	18
5.2 DSU Account.....	19
5.3 Vesting of DSUs	19
5.4 Settlement of DSUs	19
ARTICLE 6 - RESTRICTED SHARE UNITS	20
6.1 Granting of RSUs.....	20

6.2	RSU Account	20
6.3	Vesting of RSUs	20
6.4	Settlement of RSUs.....	21
ARTICLE 7 - PERFORMANCE SHARE UNITS.....		21
7.1	Granting of PSUs	21
7.2	Terms of PSUs	21
7.3	Performance Goals.....	22
7.4	PSU Account.....	22
7.5	Vesting of PSUs.....	22
7.6	Settlement of PSUs	22
ARTICLE 8 - OTHER SHARE-BASED AWARDS.....		23
ARTICLE 9 - ADDITIONAL AWARD TERMS.....		23
9.1	Dividend Equivalents.....	23
9.2	Blackout Period.....	24
9.3	Withholding Taxes.....	24
9.4	Recoupment	24
ARTICLE 10 - TERMINATION OF EMPLOYMENT OR SERVICES.....		25
10.1	Termination of Employment, Services or Director	25
10.2	Discretion to Permit Acceleration.....	26
10.3	Participants' Entitlement.....	27
ARTICLE 11 - EVENTS AFFECTING THE CORPORATION		27
11.1	General.....	27
11.2	Change in Control.....	27
11.3	Reorganization of Corporation's Capital.....	28
11.4	Other Events Affecting the Corporation.....	29
11.5	Immediate Acceleration of Awards	29
11.6	Issue by Corporation of Additional Shares.....	29
11.7	Fractions.....	29
ARTICLE 12 - U.S. TAXPAYERS		30
12.1	Provisions for U.S. Taxpayers	30
12.2	ISOs	30
12.3	ISO Term and Exercise Price; Grants to 10% Shareholders	30
12.4	\$100,000 Per Year Limitation for ISOs.....	31
12.5	Disqualifying Dispositions	31

12.6	ISO Status Following Termination of Employment	31
12.7	Shareholder Approval for ISO Purposes	32
12.8	Section 409A of the Code	32
12.9	Section 83(b) Election	33
ARTICLE 13 - AMENDMENT, SUSPENSION OR TERMINATION OF THE PLAN		33
13.1	Amendment, Suspension, or Termination of the Plan	33
13.2	Shareholder Approval	34
13.3	Permitted Amendments	35
ARTICLE 14 - MISCELLANEOUS		35
14.1	Legal Requirement	35
14.2	No Other Benefit	35
14.3	Rights of Participant	36
14.4	Corporate Action	36
14.5	Conflict	36
14.6	Anti-Hedging Policy	36
14.7	Participant Information	36
14.8	Participation in the Plan	36
14.9	International Participants	37
14.10	No Representations or Warranties	37
14.11	Successors and Assigns	37
14.12	Exchange Hold Period	37
14.13	Press Release	37
14.14	Award to Particular Persons	37
14.15	General Restrictions on Assignment	37
14.16	Severability	37
14.17	Notices	38
14.18	Effective Date	38
14.19	Governing Law	38
14.20	Submission to Jurisdiction	38
14.21	French Language	38

KINTAVAR EXPLORATION INC.

Omnibus Equity Incentive Plan

ARTICLE 1 - PURPOSE

1.1 Purpose

The purpose of this Plan is to provide the Corporation with a share-related mechanism to attract, retain and motivate qualified Directors, Officers, Employees, Management Company Employees and Consultants, to reward such of those Directors, Officers, Employees, Management Company Employees and Consultants as may be granted Awards under this Plan by the Board from time to time for their contributions toward the long term goals and success of the Corporation and to enable and encourage such Directors, Officers, Employees, Management Company Employees and Consultants to acquire Shares as long term investments and proprietary interests in the Corporation.

1.2 Amendment to Predecessor Plan

This Plan constitutes an amendment to and restatement of the Corporation's stock option plan last ratified and approved on October 26, 2022 (the "**Predecessor Plan**"). Subject to compliance with the policies of the Exchange, all outstanding Options granted under the Predecessor Plan (the "**Predecessor Options**") shall continue to be outstanding as awards granted under and subject to the terms of this Plan, provided however that that all Options which have been granted under the Predecessor Plan remain in force in accordance with their existing terms.

ARTICLE 2 - INTERPRETATION

2.1 Definitions

When used herein, unless the context otherwise requires, the following terms have the indicated meanings, respectively:

"Affiliate" means any entity that is an "affiliate" for the purposes of National Instrument 45-106 – *Prospectus Exemptions*, as amended from time to time;

"Award" means any Option, Deferred Share Unit, Restricted Share Unit, Performance Share Unit or Other Share-Based Award granted under this Plan, which may be denominated or settled in Shares, cash or in such other forms as provided for herein;

"Award Agreement" means a signed, written agreement between a Participant and the Corporation, in the form or any one of the forms approved by the Plan Administrator, and evidencing the terms and conditions on which an Award has been granted under this Plan (including written or other applicable employment agreements) and which need not be identical to any other such agreements;

"Board" means the board of directors of the Corporation as it may be constituted from time to time;

“**Business Day**” means a day, other than a Saturday or Sunday, on which the principal commercial banks in the City of Montreal, province of Québec, are open for commercial business during normal banking hours;

“**Canadian Taxpayer**” means a Participant that is resident in Canada for purposes of the Tax Act;

“**Cash Fees**” has the meaning set forth in Subsection 5.1(a);

“**Cause**” means:

- (a) with respect to a particular Employee: (1) “cause” as such term is defined in the employment or other written agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation and the Employee; (2) in the event there is no written or other applicable employment agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation and the Employees or “cause” is not defined in such agreement, “cause” as such term is defined in the Award Agreement; or (3) in the event neither clause (1) nor (2) apply, then “cause” as such term is defined by applicable law or, if not so defined, then (A) with respect to an Award of an Employee that is not employed in the United States, such term shall refer to circumstances where an employer can terminate an individual’s employment without notice or pay in lieu thereof; and (B) with respect to an Award of an Employee that is employed in the United States (i) any breach of any written agreement between the Corporation and Employee; (ii) any failure to perform assigned job responsibilities in a competent and diligent manner that continues unremedied for a period of thirty (30) days after written notice to Employee by the Corporation and Employee shall only be entitled to such notice once per calendar year; (iii) the commission of a felony or misdemeanor or failure to contest prosecution for a felony or misdemeanor; (iv) the Corporation’s reasonable belief that Employee engaged in a violation of any statute, rule or regulation, any of which in the judgment of Employer is harmful to the Corporation’s business or reputation; or (v) the Corporation’s reasonable belief that Employee engaged in unethical practices, dishonesty or disloyalty;
- (b) in the case of a Consultant (1) the occurrence of any event which, under the written consulting contract with the Consultant or the common law or the laws of the jurisdiction in which the Consultant provides services, gives the Corporation or any of its Affiliates the right to immediately terminate the consulting contract; or (2) the termination of the consulting contract as a result of an order made by any Regulatory Authority having jurisdiction to so order;
- (c) in the case of a Director, ceasing to be a Director as a result of (1) ceasing to be qualified to act as a Director pursuant to the section 105(1) of the CBCA; (2) a resolution having been passed by the shareholders pursuant to section 106(3) of the CBCA, or (3) an order made by any Regulatory Authority having jurisdiction to so order; or
- (d) in the case of an Officer, (1) cause as such term is defined in the written employment agreement with the Officer or if there is no written employment

agreement or cause is not defined therein, the usual meaning of just cause under the common law or the laws of the jurisdiction in which the Officer provides services; or (2) ceasing to be an Officer as a result of an order made by any Regulatory Authority having jurisdiction to so order.

“**CBCA**” means the *Canada Business Corporations Act*;

“**Change in Control**” means the occurrence of any one or more of the following events:

- (a) any transaction at any time and by whatever means pursuant to which any Person or any group of two or more Persons acting jointly or in concert (other than the Corporation or a wholly-owned subsidiary of the Corporation) hereafter acquires the direct or indirect “beneficial ownership” (as defined in the CBCA) of, or acquires the right to exercise Control or direction over, securities of the Corporation representing more than 50% of the then issued and outstanding voting securities of the Corporation, including, without limitation, as a result of a take-over bid, an exchange of securities, an amalgamation of the Corporation with any other entity, an arrangement, a capital reorganization or any other business combination or reorganization;
- (b) the sale, assignment or other transfer of all or substantially all of the consolidated assets of the Corporation to a Person other than a wholly-owned subsidiary of the Corporation;
- (c) the dissolution or liquidation of the Corporation, other than in connection with the distribution of assets of the Corporation to one or more Persons which were wholly-owned subsidiaries of the Corporation prior to such event;
- (d) the occurrence of a transaction requiring approval of the Corporation’s shareholders whereby the Corporation is acquired through consolidation, merger, exchange of securities, purchase of assets, amalgamation, statutory arrangement or otherwise by any other Person (other than a short form amalgamation or exchange of securities with a wholly-owned subsidiary of the Corporation);
- (e) subject to the prior acceptance of the Exchange, any other event which the Board determines to constitute a change in control of the Corporation; or
- (f) individuals who comprise the Board as of the last annual meeting of shareholders of the Corporation (the “**Incumbent Board**”) for any reason cease to constitute at least a majority of the members of the Board, unless the election, or nomination for election by the Corporation’s shareholders, of any new director was approved by a vote of at least a majority of the Incumbent Board, and in that case such new director shall be considered as a member of the Incumbent Board;

provided that, notwithstanding clauses (a), (b), (c) and (d) above, a Change in Control shall be deemed not to have occurred pursuant to clauses (a), (b), (c) or (d) above if immediately following the transaction set forth in clause (a), (b), (c) or (d) above: (A) the holders of securities of the Corporation that immediately prior to the consummation of such transaction represented more than 50% of the combined voting power of the then

outstanding securities eligible to vote for the election of directors of the Corporation hold (x) securities of the entity resulting from such transaction (including, for greater certainty, the Person succeeding to assets of the Corporation in a transaction contemplated in clause (b) above) (the “**Surviving Entity**”) that represent more than 50% of the combined voting power of the then outstanding securities eligible to vote for the election of directors or trustees (“**voting power**”) of the Surviving Entity, or (y) if applicable, securities of the entity that directly or indirectly has beneficial ownership of 100% of the securities eligible to elect directors or trustees of the Surviving Entity (the “**Parent Entity**”) that represent more than 50% of the combined voting power of the then outstanding securities eligible to vote for the election of directors or trustees of the Parent Entity, and (B) no Person or group of two or more Persons, acting jointly or in concert, is the beneficial owner, directly or indirectly, of more than 50% of the voting power of the Parent Entity (or, if there is no Parent Entity, the Surviving Entity) (any such transaction which satisfies all of the criteria specified in clauses (A) and (B) above being referred to as a “**Non-Qualifying Transaction**” and, following the Non-Qualifying Transaction, references in this definition of “Change in Control” to the “Corporation” shall mean and refer to the Parent Entity (or, if there is no Parent Entity, the Surviving Entity) and, if such entity is a Company or a trust, references to the “Board” shall mean and refer to the board of directors or trustees, as applicable, of such entity).

Notwithstanding the foregoing, for purposes of any Award that constitutes “deferred compensation” (within the meaning of Section 409A of the Code), the payment of which would be required upon, or accelerated upon, a Change in Control, a transaction will not be deemed a Change in Control for Awards granted to any Participant who is a U.S. Taxpayer unless the transaction qualifies as “a change in control event” within the meaning of Section 409A of the Code;

“**Code**” means the United States Internal Revenue Code of 1986, as amended from time to time;

“**Committee**” has the meaning set forth in Section 3.2;

“**Company**” unless specifically indicated otherwise, means a corporation, incorporated association or organization, body corporate, partnership, trust, association or other entity other than an individual;

“**Consultant**” means, in relation to the Corporation an individual (other than a Director, Officer or Employee of the Corporation or any of its subsidiaries) or Company that:

- (a) is engaged to provide on an ongoing *bona fide* basis, consulting, technical management or other services to the Corporation or to any of its subsidiaries, other than services provided in relation to a Distribution (as defined in the *Securities Act* (Québec));
- (b) provides the services under a written contract between the Corporation or any of its subsidiaries and the individual or the Company, as the case may be; and

- (c) in the reasonable opinion of the Corporation, spends or will spend a significant amount of time and attention on the affairs and business of the Corporation or a subsidiary of the Corporation;

“Consultant Company” means a Consultant that is a Company;

“Control” means:

- (a) when applied to the relationship between a Person and a corporation, the beneficial ownership by that Person, directly or indirectly, of voting securities or other interests in such corporation entitling the holder to exercise control and direction in fact over the activities of such corporation;
- (b) when applied to the relationship between a Person and a partnership, limited partnership, trust or joint venture, means the contractual right to direct the affairs of the partnership, limited partnership, trust or joint venture; and
- (c) when applied in relation to a trust, the beneficial ownership at the relevant time of more than 50% of the property settled under the trust, and

the words **“Controlled by”**, **“Controlling”** and similar words have corresponding meanings; provided that a Person who controls a corporation, partnership, limited partnership or joint venture will be deemed to Control a corporation, partnership, limited partnership, trust or joint venture which is Controlled by such Person and so on;

“Corporation” means Kintavar Exploration Inc.;

“Date of Grant” means, for any Award, the current date or future date specified by the Plan Administrator at the time it grants the Award or if no such date is specified, the date upon which the Award was granted;

“Deferred Share Unit” or **“DSU”** means any right granted under Article 5 of this Plan;

“Director” means a director of the Corporation who is not an Employee;

“Director Fees” means the total compensation (including annual retainer and meeting fees, if any) paid by the Corporation to a Director in a calendar year for service on the Board;

“Disabled” or **“Disability”** means, in respect of a Participant, suffering from a state of mental or physical disability, illness or disease that prevents the Participant from carrying out his or her normal duties as an Employee for a continuous period of six months or for any period of six months in any consecutive twelve month period, as certified by two medical doctors or as otherwise determined in accordance with procedures established by the Plan Administrator for purposes of this Plan;

“Disinterested Shareholder Approval” means approval in accordance with TSX Venture Exchange Policy 4.4 by the Corporation’s shareholders at a duly constituted shareholders meeting, excluding: (i) votes attached to the Shares beneficially owned by Insiders to

whom Awards may be granted under the Plan and their associates and affiliates; and (ii) such other excluded votes as described under TSX Venture Exchange Policy 4.4;

“**Effective Date**” means the effective date of this Plan, being October 26, 2022;

“**Elected Amount**” has the meaning set forth in Subsection 5.1(a);

“**Electing Person**” means a Participant who is, on the applicable Election Date, a Director;

“**Election Date**” means the date on which the Electing Person files an Election Notice in accordance with Subsection 5.1(b);

“**Election Notice**” has the meaning set forth in Subsection 5.1(b);

“**Employee**” means:

- (a) an individual who is considered an employee of the Corporation or any of its subsidiaries under the *Income Tax Act* (Canada) and for whom income tax, employment insurance and Canada Pension Plan deductions must be made at source;
- (b) an individual who works full-time for the Corporation or any of its subsidiaries providing services normally provided by an employee and who is subject to the same control and direction by the Corporation or its subsidiaries over the details and methods of work as an employee of the Corporation or of its subsidiaries, as the case may be, but for whom income tax deductions are not made at source; or
- (c) an individual who works for the Corporation or any of its subsidiaries on a continuing and regular basis for a minimum of five (5) hours per week, providing services normally provided by an employee and who is subject to the same control and direction by the Corporation or its subsidiary over the details and methods of work as an employee of the Corporation or of its subsidiaries, as the case may be, but for whom income tax deductions are not made at source;

“**Exchange**” means, as applicable, the TSXV, the TSX, or any other exchange on which the Shares are or may be listed from time to time;

“**Exercise Notice**” means a notice in writing, signed by a Participant and stating the Participant’s intention to exercise a particular Option;

“**Exercise Price**” means the price at which an Option Share may be purchased pursuant to the exercise of an Option;

“**Expiry Date**” means the expiry date specified in the Award Agreement (which shall not be later than the tenth anniversary of the Date of Grant) or, if not so specified, means the tenth anniversary of the Date of Grant;

“**Fair Market Value**” with respect to one Share as of any date shall mean (a) if the Shares are listed on the Exchange, the price of one Share at the close of the regular trading session

of such market or exchange on the last trading day prior to such date, and if no sale of Shares shall have occurred on such date, on the next preceding date on which there was a sale of Shares (subject to such price not being less than the Discounted Market Price (as defined in the policies of the Exchange)); (b) if the Shares are not so listed on an established stock exchange, the average of the closing “bid” and “asked” prices quoted by the OTC Markets, the National Quotation Bureau, or any comparable reporting service on such date or, if there are no quoted “bid” and “asked” prices on such date, on the next preceding date for which there are such quotes for a Share; or (c) if the Shares are not publicly traded as of such date, the per share value of one Share, as determined by the Board, or any duly authorized Committee of the Board, in its sole discretion, by applying principles of valuation with respect thereto, and with respect to Options awarded to U.S. Taxpayers, such valuation principles will be in accordance with U.S. Treasury Regulation Section 1.409A-1(b)(5)(iv)(B)(1).

“**Insider**” has the meaning given to such term in the *Securities Act* (Québec);

“**Investor Relations Activities**” means any activities or oral or written communications, by or on behalf of the Corporation or shareholder of the Corporation, that promote or reasonably could be expected to promote the purchase or sale of securities of the Corporation, but does not include:

- (a) the dissemination of information provided, or records prepared, in the ordinary course of business of the Corporation:
 - (i) to promote the sale of products or services of the Corporation; or
 - (ii) to raise public awareness of the Corporation;

that cannot reasonably be considered to promote the purchase or sale of securities of the Corporation;
- (b) activities or communications necessary to comply with the requirements of:
 - (i) applicable securities laws; and
 - (ii) Exchange requirements or the by-laws, rules or other regulatory instruments of any other self-regulatory body or Exchange having jurisdiction over the Corporation;
- (c) communications by a publisher of, or writer for, a newspaper, magazine or business or financial publication, that is of general and regular paid circulation, distributed only to subscribers to it for value or to purchasers of it, if:
 - (i) the communication is only through the newspaper, magazine or publication; and
 - (ii) the publisher or writer receives no commission or other consideration other than for acting in the capacity of publisher or writer; or

(d) activities or communications that may be otherwise specified by an Exchange.

“Investor Relations Service Provider” includes any Consultant that performs Investor Relations Activities and any Director, Officer, Employee or Management Company Employee whose role and duties primarily consist of Investor Relations Activities.

“Management Company Employee” means an individual employed by a Company providing management services to the Corporation, which services are required for the ongoing successful operation of the business enterprise of the Corporation,

“Market Price” at any date in respect of the Shares shall be determined as follows

- (a) if the Shares are then listed on the Exchange, then the Market Price shall be the volume weighted average trading price on the Exchange for the thirty trading days immediately preceding such date (subject to such price not being less than the Discounted Market Price (as defined in the policies of the Exchange); and
- (b) if the Shares are not listed on the Exchange, then the Market Price shall be, subject to the necessary approvals of the applicable Regulatory Authorities, the fair market value of the Shares on such date as determined by the Board in its discretion;

“Officer” means an officer (as defined under Securities Laws) of the Corporation or of any of its subsidiaries;

“Options” means a right granted to a Participant by the Corporation to acquire Shares of the Corporation at a specified price for a specified period of time;

“Option Shares” means Shares issuable by the Corporation upon the exercise of outstanding Options;

“Other Share-Based Award” means any right granted under Article 8;

“Participant” means a Director, Officer, Employee, Management Company Employee or Consultant to whom an Award has been granted under this Plan;

“Participant’s Employer” means with respect to a Participant that is or was an Employee, the Corporation or such subsidiary of the Corporation as is or, if the Participant has ceased to be employed by the Corporation or such subsidiary of the Corporation, was the Participant’s Employer;

“Performance Goals” means performance goals expressed in terms of attaining a specified level of the particular criteria or the attainment of a percentage increase or decrease in the particular criteria, and may be applied to one or more of the Corporation, a subsidiary of the Corporation, a division of the Corporation or a subsidiary of the Corporation, or an individual, or may be applied to the performance of the Corporation or a subsidiary of the Corporation relative to a market index, a group of other companies or a combination thereof, or on any other basis, all as determined by the Plan Administrator in its discretion;

“Performance Share Unit” or **“PSU”** means any right granted under Article 7 of this Plan;

“**Person**” means an individual, sole proprietorship, partnership, unincorporated association, unincorporated syndicate, unincorporated organization, trust, body corporate, and a natural person in his or her capacity as trustee, executor, administrator or other legal representative;

“**Plan**” means this Omnibus Equity Incentive Plan, as may be amended from time to time;

“**Plan Administrator**” means the Board or, to the extent that the administration of this Plan has been delegated by the Board to the Committee pursuant to Section 3.2, the Committee;

“**Predecessor Options**” has the meaning set forth in Subsection 1.2;

“**Predecessor Plan**” has the meaning set forth in Subsection 1.2;

“**Regulatory Authorities**” means all stock exchanges, inter-dealer quotation networks and other organized trading facilities on which the Shares are listed and all securities commissions or similar securities regulatory bodies having jurisdiction over the Corporation;

“**Restricted Share Unit**” or “**RSU**” means a unit equivalent in value to a Share, credited by means of a bookkeeping entry in the books of the Corporation in accordance with Article 6;

“**Retirement**” means, unless otherwise defined in the Participant’s written or other applicable employment agreement or in the Award Agreement, the termination of the Participant’s working career at the age of 67 or such other retirement age, with consent of the Plan Administrator, if applicable;

“**Section 409A of the Code**” means Section 409A of the Code and all regulations, guidance, compliance programs, and other interpretive authority issued thereunder;

“**Securities Laws**” means securities legislation, securities regulation and securities rules, as amended, and the policies, notices, instruments and blanket orders in force from time to time that govern or are applicable to the Corporation or to which it is subject;

“**Security Based Compensation Arrangement**” means an Option, stock option plan, employee stock purchase plan or any other compensation or incentive mechanism involving the issuance or potential issuance of Shares to Directors, Officers, Employees and/or service providers of the Corporation or any subsidiary of the Corporation;

“**Separation from Service**” has the meaning ascribed to it under Section 409A of the Code.

“**Share**” means one common share in the capital of the Corporation as constituted on the Effective Date, or any share or shares issued in replacement of such common share in compliance with Canadian law or other applicable law, and/or one share of any additional class of common shares in the capital of the Corporation as may exist from time to time,

or after an adjustment contemplated by Article 11, such other shares or securities to which the holder of an Award may be entitled as a result of such adjustment;

“**subsidiary**” means an issuer that is Controlled directly or indirectly by another issuer and includes a subsidiary of that subsidiary, or any other entity in which the Corporation has an equity interest and is designated by the Plan Administrator, from time to time, for purposes of this Plan to be a subsidiary, provided that, in the case of a Canadian Taxpayer, the issuer is related (for purposes of the Tax Act) to the Corporation;

“**Tax Act**” means the *Income Tax Act* (Canada);

“**Termination Date**” means:

- (a) in the case of an Employee whose employment with the Corporation or a subsidiary of the Corporation terminates: (i) the date designated by the Employee and the Corporation or a subsidiary of the Corporation in a written employment agreement, or other written agreement between the Employee and Corporation or a subsidiary of the Corporation, or (ii) if no written employment agreement exists, the date designated by the Corporation or a subsidiary of the Corporation, as the case may be, on which an Employee ceases to be an employee of the Corporation or the subsidiary of the Corporation, as the case may be, provided that, in the case of termination of employment by voluntary resignation by the Participant, such date shall not be earlier than the date notice of resignation was given, and “Termination Date” specifically does not mean the date of termination of any period of reasonable notice that the Corporation or the subsidiary of the Corporation (as the case may be) may be required by law to provide to the Participant;
- (b) in the case of a Consultant whose consulting agreement or arrangement with the Corporation or a subsidiary of the Corporation, as the case may be, terminates, the date that is designated by the Corporation or the subsidiary of the Corporation (as the case may be), as the date on which the Participant’s consulting agreement or arrangement is terminated, provided that in the case of voluntary termination by the Participant of the Participant’s consulting agreement or other written arrangement, such date shall not be earlier than the date notice of voluntary termination was given, and “Termination Date” specifically does not mean the date on which any period of notice of termination that the Corporation or the subsidiary of the Corporation (as the case may be) may be required to provide to the Participant under the terms of the consulting agreement or arrangement expires; or
- (c) notwithstanding the foregoing, in the case of a U.S. Taxpayer, a Participant’s “Termination Date” will be the date the Participant experiences a Separation from Service with the Corporation or a subsidiary of the Corporation.

“**TSX**” means the Toronto Stock Exchange;

“**TSXV**” means the TSX Venture Exchange;

“**U.S.**” means the United States of America;

“**U.S. Taxpayer**” shall mean a Participant who, with respect to an Award, is subject to taxation under the applicable U.S. tax laws; and

“**VWAP**” means the volume weighted average trading price of the Shares on the Exchange calculated by dividing the total value by the total volume of such securities traded for the five trading days immediately preceding the exercise of the subject Options.

2.2 Interpretation

- (a) Whenever the Plan Administrator exercises discretion in the administration of this Plan, the term “discretion” means the sole and absolute discretion of the Plan Administrator.
- (b) As used herein, the terms “Article”, “Section”, “Subsection” and “clause” mean and refer to the specified Article, Section, Subsection and clause of this Plan, respectively.
- (c) Words importing the singular include the plural and vice versa and words importing any gender include any other gender.
- (d) Unless otherwise specified, time periods within or following which any payment is to be made or act is to be done shall be calculated by excluding the day on which the period begins, including the day on which the period ends, and abridging the period to the immediately preceding Business Day in the event that the last day of the period is not a Business Day. In the event an action is required to be taken or a payment is required to be made on a day which is not a Business Day such action shall be taken or such payment shall be made by the immediately preceding Business Day.
- (e) Unless otherwise specified, all references to money amounts are to Canadian currency.
- (f) The headings used herein are for convenience only and are not to affect the interpretation of this Plan.

ARTICLE 3 - ADMINISTRATION

3.1 Administration

This Plan will be administered by the Plan Administrator and the Plan Administrator has sole and complete authority, in its discretion, to:

- (a) determine the individuals to whom grants of Awards under the Plan may be made;
- (b) make grants of Awards under the Plan, whether relating to the issuance of Shares or otherwise (including any combination of Options, Deferred Share Units, Restricted Share Units, Performance Share Units or Other Share-Based Awards), in such amounts, to such Persons and, subject to the provisions of this Plan, on such terms and conditions as it determines including without limitation:

- (i) the time or times at which Awards may be granted;
 - (ii) the conditions under which:
 - (A) Awards may be granted to Participants; or
 - (B) Awards may be forfeited to the Corporation, including vesting and any conditions relating to the attainment of specified Performance Goals;
 - (iii) the number of Shares to be covered by any Award;
 - (iv) the price, if any, to be paid by a Participant in connection with the purchase of Shares covered by any Awards;
 - (v) whether restrictions or limitations are to be imposed on the Shares issuable pursuant to grants of any Award, and the nature of such restrictions or limitations, if any; and
 - (vi) any acceleration of exercisability or vesting, or waiver of termination regarding any Award, based on such factors as the Plan Administrator may determine. a maximum of 12 months for award settlement after ceasing to be an eligible participant must be respected;
- (c) establish the form or forms of Award Agreements;
 - (d) cancel, amend, adjust or otherwise change any Award under such circumstances as the Plan Administrator may consider appropriate in accordance with the provisions of this Plan;
 - (e) construe and interpret this Plan and all Award Agreements;
 - (f) adopt, amend, prescribe and rescind administrative guidelines and other rules and regulations relating to this Plan, including rules and regulations relating to sub-plans established for the purpose of satisfying applicable foreign laws or for qualifying for favorable tax treatment under applicable foreign laws;
 - (g) if an Award is to be granted to Employees, Consultants, or Management Company Employees, the Plan Administrator and the Participant to whom that Award is to be granted are responsible for ensuring and confirming that the Participant is a bona fide Employee, Consultant, or Management Company Employee; and
 - (h) make all other determinations and take all other actions necessary or advisable for the implementation and administration of this Plan.

Notwithstanding the foregoing, the grant of any Other Share-Based Awards that are not Options, Deferred Share Units, Restricted Share Units or Performance Share Units will be subject to Exchange and shareholder approval (as applicable).

3.2 Delegation to Committee

- (a) The initial Plan Administrator shall be the Board.
- (b) To the extent permitted by applicable law, the Board may, from time to time, delegate to a committee of the Board (the “**Committee**”) all or any of the powers conferred on the Plan Administrator pursuant to this Plan, including the power to sub-delegate to any member(s) of the Committee or any specified officer(s) of the Corporation or its subsidiaries all or any of the powers delegated by the Board. In such event, the Committee or any sub-delegate will exercise the powers delegated to it in the manner and on the terms authorized by the delegating party.

3.3 Determinations Binding

Except as may be otherwise set forth in any written employment agreement, Award Agreement or other written agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation and the Participant, any decision made or action taken by the Board, the Committee or any sub-delegate to whom authority has been delegated pursuant to Section 3.2 arising out of or in connection with the administration or interpretation of this Plan is final, conclusive and binding on the Corporation and all subsidiaries of the Corporation, the affected Participant(s), their respective legal and personal representatives and all other Persons.

3.4 Eligibility

All Directors, Officers, Employees, Management Company Employees and Consultants are eligible to participate in the Plan, subject to Section 10.1(f). Only Directors are eligible to receive DSUs. Participation in the Plan is voluntary and eligibility to participate does not confer upon any Director, Officer, Employee, Management Company Employee or Consultant any right to receive any grant of an Award pursuant to the Plan. The extent to which any Director, Officer, Employee, Management Company Employee or Consultant is entitled to receive a grant of an Award pursuant to the Plan will be determined in the discretion of the Plan Administrator.

3.5 Plan Administrator Requirements

Any Award granted under this Plan shall be subject to the requirement that, if at any time the Corporation shall determine that the listing, registration or qualification of the Shares issuable pursuant to such Award upon any securities exchange or under any Securities Laws of any jurisdiction, or the consent or approval of the Exchange and any securities commissions or similar securities regulatory bodies having jurisdiction over the Corporation is necessary as a condition of, or in connection with, the grant or exercise of such Award or the issuance or purchase of Shares thereunder, such Award may not be accepted or exercised, as applicable, in whole or in part unless such listing, registration, qualification, consent or approval shall have been effected or obtained on conditions acceptable to the Plan Administrator. Nothing herein shall be deemed to require the Corporation to apply for or to obtain such listing, registration, qualification, consent or approval. Participants shall, to the extent applicable, cooperate with the Corporation in complying with such legislation, rules, regulations and policies.

3.6 Total Shares Subject to Awards

- (i) The Plan is a “rolling up to 10%” Security Based Compensation Plan, as defined in Policy 4.4. Subject to adjustment as provided for in ARTICLE 11 and any subsequent amendment to this Plan, the maximum aggregate number of Shares that are issuable pursuant to all Awards granted or issued shall not exceed 10% of the Issued Shares at any point in time (unless the Corporation has obtained the requisite disinterested shareholder approval pursuant to Section 5.3 of Policy 4.4);
- (ii) To the extent any Awards (or portion(s) thereof) under this Plan have been exercised, expire, terminate or are cancelled for any reason prior to their exercise, then any Shares subject to such Awards (or portion(s) thereof) shall be added back to the number of Shares reserved for issuance under this Plan and will again become available for issuance pursuant to the exercise of Awards granted under this Plan.
- (iii) Any Shares issued by the Corporation through the assumption or substitution of outstanding stock options or other equity-based awards from an acquired Company will reduce the number of Shares available for issuance pursuant to the exercise of Awards granted under this Plan.

3.7 Limits on Grants of Awards

Notwithstanding anything in this Plan:

- (a) If the Corporation is subject to the policies of the TSXV, the number of Shares issuable pursuant to Awards under the Corporation’s Security Based Compensation Arrangements in existence from time to time on and after the effective date of the Plan,
 - (i) to Insiders (as a group) shall be no more than 10% of the issued and outstanding share capital of the Corporation at any point in time, unless the Corporation has obtained Disinterested Shareholder Approval;
 - (ii) to Insiders (as a group) shall be no more than 10% of the issued and outstanding share capital of the Corporation within any 12 month period, calculated as at the date any Award is granted to any Insider, unless the Corporation has obtained Disinterested Shareholder Approval;
 - (iii) to any one Person, shall be no more than 5% of the issued and outstanding share capital of the Corporation within any 12 month period, calculated as at the date any Award is granted, with the exception of a Consultant who may not receive grants of more than 2% of the issued and outstanding share capital of the Corporation within any 12 month, calculated as at the date any Award is granted;
 - (iv) to all Investor Relations Service Providers, shall be no more than an aggregate of 2% of the number of issued and outstanding Shares in the

capital of the Corporation within any 12 month period, calculated as at the date any Award is granted, and shall only include Awards of Options (and no other form of Award); and

- (v) if the recipient of an Award is a Company, excluding Participants that are Consultant Companies, then such recipient must provide the TSXV with a completed *Certification and Undertaking Required from a Company Granted Security Based Compensation* in the form of Schedule “A” to Form 4G - *Summary Form – Security Based Compensation*.
- (b) If the Corporation is subject to the policies of the TSX then the aggregate number of Shares:
 - (i) issuable to Insiders at any time under all of the Corporation’s Security Based Compensation Arrangements, shall not exceed 10% of the Corporation’s total issued and outstanding Shares; and
 - (ii) issued to Insiders within any one year period, under all of the Corporation’s Security Based Compensation Arrangements, shall not exceed 10% of the Corporation’s total issued and outstanding Shares.

3.8 Award Agreements

Each Award under this Plan will be evidenced by an Award Agreement. Each Award Agreement will be subject to the applicable provisions of this Plan and will contain such provisions as are required by this Plan and any other provisions that the Plan Administrator may direct. Any one Officer of the Corporation is authorized and empowered to execute and deliver, for and on behalf of the Corporation, any Award Agreement to a Participant granted an Award pursuant to this Plan.

3.9 Non-transferability of Awards

Except as permitted by the Exchange, and to the extent that certain rights may pass to a beneficiary or legal representative upon death of a Participant by will or as required by law, no assignment or transfer of Awards, whether voluntary, involuntary, by operation of law or otherwise, vests any interest or right in such Awards or under this Plan whatsoever in any assignee or transferee and immediately upon any assignment or transfer, or any attempt to make the same, such Awards will terminate and be of no further force or effect.

ARTICLE 4 - OPTIONS

4.1 Granting of Options

The Plan Administrator may, from time to time, subject to the provisions of this Plan and such other terms and conditions as the Plan Administrator may prescribe, grant Options to any Participant. The terms and conditions of each Option grant shall be evidenced by an Award Agreement.

4.2 Exercise Price

The Plan Administrator will establish the Exercise Price at the time each Option is granted, which Exercise Price must in all cases be not less than the Fair Market Value on the Date of Grant.

4.3 Term of Options

Subject to any accelerated termination as set forth in this Plan, each Option expires on its Expiry Date and the Plan Administrator will ensure that no Option shall be exercised beyond the date permitted by the Exchange. According to Section 4.12(a) of TSX Venture Exchange Policy 4.4, options can be exercisable for a maximum of 10 years.

4.4 Vesting and Exercisability

- (a) The Plan Administrator shall have the authority to determine the vesting terms applicable to grants of Options provided that for so long as the Corporation is listed on the TSXV: (i) Options granted to Investor Relations Service Providers shall be subject to the vesting requirements set out in TSX Venture Exchange Policy 4.4 and contain vesting provisions over 12 months on a quarterly basis.; and (ii) Awards granted to all other Participants shall be subject to the vesting requirements of TSX Venture Exchange Policy 4.4.
- (b) Once an instalment becomes vested, it shall remain vested and shall be exercisable until expiration or termination of the Option, unless otherwise specified by the Plan Administrator, or as may be otherwise set forth in any written employment agreement, Award Agreement or other written agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation and the Participant. Each vested Option or instalment may be exercised at any time or from time to time, in whole or in part, for up to the total number of Option Shares with respect to which it is then exercisable. The Plan Administrator has the right to accelerate the date upon which any instalment of any Option, other than an Option granted to an Investor Relations Service Provider, becomes exercisable.
- (c) Subject to the provisions of this Plan and any Award Agreement, Options shall be exercised by means of a fully completed Exercise Notice delivered to the Corporation. No acceleration of the vesting provisions on IR options is allowed without prior Exchange acceptance.
- (d) The Plan Administrator may provide at the time of granting an Option that the exercise of that Option is subject to restrictions, in addition to those specified in this Section 4.4, such as vesting conditions relating to the attainment of specified Performance Goals.

4.5 Payment of Exercise Price

- (a) Unless otherwise specified by the Plan Administrator at the time of granting an Option and set forth in the particular Award Agreement, the Exercise Notice must be accompanied by payment of the Exercise Price. The Exercise Price must be fully paid by wire transfer, certified cheque, bank draft or money order payable to the

Corporation or by such other means as might be specified from time to time by the Plan Administrator, which may include: (i) in the event that payment of the Exercise Price is occurring via cashless or net exercise in accordance with Sections 4.6 and 4.7 of this Plan, respectively, through an arrangement with a broker approved by the Corporation (or through an arrangement directly with the Corporation); or (ii) such other consideration and method of payment for the issuance of Shares to the extent permitted by the Exchange and Securities Laws, or any combination of the foregoing methods of payment.

- (b) No Shares will be issued or transferred until full payment therefor has been received by the Corporation.

4.6 Cashless Exercise

Subject to prior approval by the Board, where the Corporation has an arrangement with a brokerage firm pursuant to which the brokerage firm will loan money to a Participant to purchase the Shares underlying Options, the Participant may borrow money from such brokerage firm to exercise Options. The brokerage firm will then sell a sufficient number of Shares to cover the Exercise Price of such Option in order to repay the loan made to the Participant. The brokerage firm will receive an equivalent number of Shares from the exercise of such Options and the Participant will receive the balance of the Shares or the cash proceeds from the balance of such Shares.

4.7 Net Exercise of Options

Subject to prior approval by the Board, a Participant, other than Investor Relations Service Providers, may elect to surrender for cancellation to the Corporation any vested Option. The Corporation will issue to the Participant, as consideration for the surrender of the Option, that number of Option Shares (rounded down to the nearest whole number) determined on a net issuance basis in accordance with the following formula below. The Corporation may elect to forego any deduction in accordance with subsection 110(1.1) of the Tax Act:

$$X = \frac{Y(A - B)}{A}$$

where:

X = The number of Option Shares issuable to the Participant as consideration in respect of the exchange or surrender of an Option under this Section 4.6;

Y = The number of Option Shares issuable with respect to the vested portion of the Option exercised by the Participant (the “**Subject Options**”);

A = The VWAP of the Shares; and

B = The Exercise Price of the Subject Options.

In the event of a Cashless Exercise or Net Exercise, the number of Stock Options exercised, surrendered or converted, and not the number of Listed Shares actually issued by the Issuer, must be included in calculating the limits set forth in Section 3.6 and 3.7 of the Plan.

ARTICLE 5 - DEFERRED SHARE UNITS

5.1 Granting of DSUs

- (a) The Plan Administrator may fix, from time to time, a portion of the Director Fees that is to be payable in the form of DSUs. In addition, each Electing Person may be given, subject to the conditions stated herein, the right to elect in accordance with Section 5.1(b) to participate in the grant of additional DSUs pursuant to this Article 5. An Electing Person who elects to participate in the grant of additional DSUs pursuant to this Article 5 shall receive their Elected Amount (as that term is defined below) in the form of DSUs in lieu of cash. The “**Elected Amount**” shall be an amount, as elected by the Director, in accordance with applicable tax law, between 0% and 100% of any Director Fees that are otherwise intended to be paid in cash (the “**Cash Fees**”).
- (b) Each Electing Person who elects to receive their Elected Amount in the form of DSUs in lieu of cash will be required to file a notice of election in the form of Schedule A hereto (the “**Election Notice**”) with the Chief Financial Officer of the Corporation: (i) in the case of an existing Electing Person, by December 31st in the year prior to the year in which the services giving rise to the compensation are performed; and (ii) in the case of a newly appointed Electing Person who is not a U.S. Taxpayer, within 30 days of such appointment with respect to compensation paid for services to be performed after such date. In the case of an existing Electing Person who is a U.S. Taxpayer as of the Effective Date of this Plan and who was not eligible to participate in the Predecessor Plan or in any other deferred compensation plan required to be aggregated with this Plan for purposes of Code Section 409A, an initial Election Notice may be filed by the date that is 30 days from the Effective Date only with respect to compensation paid for services to be performed after the Election Date; and in the case of a newly appointed Electing Person who is a U.S. Taxpayer, an Election Notice may be filed within 30 days of such appointment only with respect to compensation paid for services to be performed after the Election Date. If no election is made within the foregoing time frames, the Electing Person shall be deemed to have elected to be paid the entire amount of his or her Cash Fees in cash.
- (c) Subject to Subsection 5.1(d), the election of an Electing Person under Subsection 5.1(b) shall be deemed to apply to all Cash Fees that would be paid subsequent to the filing of the Election Notice, and such Electing Person is not required to file another Election Notice for subsequent calendar years.
- (d) Each Electing Person who is not a U.S. Taxpayer is entitled once per calendar year to terminate his or her election to receive DSUs in lieu of Cash Fees by filing with the Chief Financial Officer of the Corporation a notice in the form of Schedule B hereto. Such termination shall be effective immediately upon receipt of such notice, provided that the Corporation has not imposed a “black-out” on trading. Thereafter, any portion of such Electing Person’s Cash Fees payable or paid in the same calendar year and, subject to complying with Subsection 5.1(b), all subsequent calendar years shall be paid in cash. For greater certainty, to the extent an Electing

Person terminates his or her participation in the grant of DSUs pursuant to this Article 5, he or she shall not be entitled to elect to receive the Elected Amount, or any other amount of his or her Cash Fees in DSUs in lieu of cash again until the calendar year following the year in which the termination notice is delivered. An election by a U.S. Taxpayer to receive the Elected Amount in DSUs in lieu of cash for any calendar year is irrevocable for that calendar year after the expiration of the election period for that year, and any termination of the election will not take effect until the first day of the calendar year following the calendar year in which the termination notice in the form of Schedule C is delivered.

- (e) Any DSUs granted pursuant to this Article 5 prior to the delivery of a termination notice pursuant to Section 5.1(d) shall remain in the Plan following such termination and will be redeemable only in accordance with the terms of the Plan.
- (f) The number of DSUs (including fractional DSUs) granted at any particular time pursuant to this Article 5 will be calculated by dividing (i) the amount of any compensation that is to be paid in DSUs (including Director Fees and any Elected Amount), as determined by the Plan Administrator, by (ii) the Market Price of a Share on the Date of Grant.
- (g) In addition to the foregoing, the Plan Administrator may, from time to time, subject to the provisions of this Plan and such other terms and conditions as the Plan Administrator may prescribe, grant DSUs to any Participant.

5.2 DSU Account

All DSUs received by a Participant (which, for greater certainty includes Electing Persons) shall be credited to an account maintained for the Participant on the books of the Corporation, as of the Date of Grant. The terms and conditions of each DSU grant shall be evidenced by an Award Agreement.

5.3 Vesting of DSUs

Subject to TSX Venture Exchange Policy 4.4, the Plan Administrator shall have the authority to determine the vesting terms applicable to grants of DSUs.

5.4 Settlement of DSUs

- (a) DSUs shall be settled on the date established in the Award Agreement; provided, however that in no event shall a DSU Award be settled prior to a Participant's retirement, termination of employment or death, or in the case of a Participant that is a Canadian Participant, later than one (1) year following the date of the applicable Participant's retirement, termination of employment or directorship or death. If the Award Agreement does not establish a date for the settlement of the DSUs, then the settlement date shall be the date of the Participant's retirement, termination of employment, or death, subject to the delay that may be required under Section 12.8(d) below in the case of a U.S. Taxpayer. Subject to Section 12.8(d) below in the case of a U.S. Taxpayer, and except as otherwise provided in an Award

Agreement, on the settlement date for any DSU, each vested DSU will be redeemed for:

- (i) one fully paid and non-assessable Share issued from treasury to the Participant or as the Participant may direct, or
- (ii) a cash payment, or
- (iii) a combination of Shares and cash as contemplated by paragraphs (i) and (ii) above,

in each case as determined by the Plan Administrator in its discretion.

In the case of the death of a participant, the entitlement to make a claim by heirs/administrators must not exceed 1 year from the Participant's death.

- (b) Any cash payments made under this Section 5.4 by the Corporation to a Participant in respect of DSUs to be redeemed for cash shall be calculated by multiplying the number of DSUs to be redeemed for cash by the Market Price per Share as at the settlement date.
- (c) Payment of cash to Participants on the redemption of vested DSUs may be made through the Corporation's payroll in the pay period that the settlement date falls within.

ARTICLE 6 - RESTRICTED SHARE UNITS

6.1 Granting of RSUs

- (a) The Plan Administrator may, from time to time, subject to the provisions of this Plan and such other terms and conditions as the Plan Administrator may prescribe, grant RSUs to any Participant in respect of services rendered in the year of grant. The terms and conditions of each RSU grant shall be evidenced by an Award Agreement.
- (b) The number of RSUs (including fractional RSUs) granted at any particular time pursuant to this Article 6 will be calculated by dividing (i) the amount of any compensation that is to be paid in RSUs, as determined by the Plan Administrator, by (ii) the Market Price of a Share on the Date of Grant.

6.2 RSU Account

All RSUs received by a Participant shall be credited to an account maintained for the Participant on the books of the Corporation, as of the Date of Grant.

6.3 Vesting of RSUs

Subject to TSX Venture Exchange Policy 4.4, the Plan Administrator shall have the authority to determine the vesting terms applicable to grants of RSUs.

6.4 Settlement of RSUs

- (a) The Plan Administrator shall have the sole authority to determine the settlement terms, including time of settlement, applicable to the grant of RSUs and such terms will be set forth in the applicable Award Agreement. Subject to Section 12.8(d) below and except as otherwise provided in an Award Agreement, on the settlement date for any RSU, the each vested RSU will be redeemed for:
- (i) one fully paid and non-assessable Share issued from treasury to the Participant or as the Participant may direct, or
 - (ii) a cash payment, or
 - (iii) a combination of Shares and cash as contemplated by paragraphs (i) and (ii) above,
- in each case as determined by the Plan Administrator in its discretion.
- (b) Any cash payments made under this Section 6.4 by the Corporation to a Participant in respect of RSUs to be redeemed for cash shall be calculated by multiplying the number of RSUs to be redeemed for cash by the Market Price per Share as at the settlement date.
- (c) Payment of cash to Participants on the redemption of vested RSUs may be made through the Corporation's payroll in the pay period that the settlement date falls within.
- (d) Subject to Section 12.8(d) below and except as otherwise provided in an Award Agreement, no settlement date for any RSU shall occur, and no Share shall be issued or cash payment shall be made in respect of any RSU, under this Section 6.4 any later than the final Business Day of the third calendar year following the year in which the RSU is granted.

ARTICLE 7 - PERFORMANCE SHARE UNITS

7.1 Granting of PSUs

The Plan Administrator may, from time to time, subject to the provisions of this Plan and such other terms and conditions as the Plan Administrator may prescribe, grant PSUs to any Participant in respect of services rendered in the year of grant. The terms and conditions of each PSU grant, including time of settlement, shall be evidenced by an Award Agreement. Each PSU will consist of a right to receive a Share, cash payment, or a combination thereof (as provided in Section 7.6(a)), upon the achievement of such Performance Goals during such performance periods as the Plan Administrator shall establish.

7.2 Terms of PSUs

The Performance Goals to be achieved during any performance period, the length of any performance period, the amount of any PSUs granted, the termination of a Participant's

employment and the amount of any payment or transfer to be made pursuant to any PSU will be determined by the Plan Administrator and by the other terms and conditions of any PSU, all as set forth in the applicable Award Agreement.

7.3 Performance Goals

The Plan Administrator will issue Performance Goals prior to the Date of Grant to which such Performance Goals pertain. The Performance Goals may be based upon the achievement of corporate, divisional or individual goals, and may be applied relative to performance relative to an index or comparator group, or on any other basis determined by the Plan Administrator. The Plan Administrator may modify the Performance Goals as necessary to align them with the Corporation's corporate objectives, subject to any limitations set forth in an Award Agreement or an employment or other agreement with a Participant. The Performance Goals may include a threshold level of performance below which no payment will be made (or no vesting will occur), levels of performance at which specified payments will be made (or specified vesting will occur), and a maximum level of performance above which no additional payment will be made (or at which full vesting will occur), all as set forth in the applicable Award Agreement.

7.4 PSU Account

All PSUs received by a Participant shall be credited to an account maintained for the Participant on the books of the Corporation, as of the Date of Grant.

7.5 Vesting of PSUs

Subject to TSX Venture Exchange Policy 4.4, the Plan Administrator shall have the authority to determine the vesting terms applicable to grants of PSUs.

7.6 Settlement of PSUs

- (a) The Plan Administrator shall have the authority to determine the settlement terms applicable to the grant of PSUs, which shall be set forth in the applicable Award Agreement. Subject to Section 12.8(d) below and except as otherwise provided in an Award Agreement, on the settlement date for any PSU, each vested PSU will be redeemed for:
 - (i) one fully paid and non-assessable Share issued from treasury to the Participant or as the Participant may direct, or
 - (ii) a cash payment, or
 - (iii) a combination of Shares and cash as contemplated by paragraphs (i) and (ii) above,

in each case as determined by the Plan Administrator in its discretion.
- (b) Any cash payments made under this Section 7.6 by the Corporation to a Participant in respect of PSUs to be redeemed for cash shall be calculated by multiplying the

number of PSUs to be redeemed for cash by the Market Price per Share as at the settlement date.

- (c) Payment of cash to Participants on the redemption of vested RSUs may be made through the Corporation's payroll in the pay period that the settlement date falls within.
- (d) Subject to Section 12.8(d) below and except as otherwise provided in an Award Agreement, no settlement date for any PSU shall occur, and no Share shall be issued or cash payment shall be made in respect of any PSU, under this Section 7.6 any later than the final Business Day of the third calendar year following the year in which the PSU is granted.

ARTICLE 8 - OTHER SHARE-BASED AWARDS

Subject to prior acceptance of the Exchange, the Plan Administrator may, from time to time, subject to the provisions of this Plan and such other terms and conditions as the Plan Administrator may prescribe, grant Other Share-Based Awards to any Participant. The terms and conditions of each Other Share-Based Award grant shall be evidenced by an Award Agreement. Each Other Share-Based Award shall consist of a right (1) which is other than an Award or right described in Article 4, Article 5, Article 6, and Article 7 above, and (2) which is denominated or payable in, valued in whole or in part by reference to, or otherwise based on or related to, Shares (including, without limitation, securities convertible into Shares) as are deemed by the Plan Administrator to be consistent with the purposes of the Plan; provided, however, that such right will comply with applicable law. Subject to prior acceptance of the Exchange, the terms of this Plan, and any applicable Award Agreement, the Plan Administrator will determine the terms and conditions of Other Share-Based Awards. Shares or other securities delivered pursuant to a purchase right granted under this Article 8 will be purchased for such consideration, which may be paid by such method or methods and in such form or forms, including, without limitation, cash, Shares, other securities, other Awards, other property, or any combination thereof, as the Plan Administrator shall determine in its discretion.

ARTICLE 9 - ADDITIONAL AWARD TERMS

9.1 Dividend Equivalents

- (a) Unless otherwise determined by the Plan Administrator and set forth in the particular Award Agreement, and subject to the restrictions of the Exchange set out in Subsection 3.7(a) above (if the Corporation is subject to the policies of the TSXV), as part of a Participant's grant of DSUs, PSUs or RSUs (as applicable) and in respect of the services provided by the Participant for such original grant, DSUs, PSUs and RSUs (as applicable) shall be credited with dividend equivalents in the form of additional DSUs, PSUs or RSUs, as applicable, as of each dividend payment date in respect of which normal cash dividends are paid on Shares. Such dividend equivalents shall be in the amount a Participant would have received if the DSUs, PSUs or RSUs had been settled for Shares on the record date of such dividend. Dividend equivalents credited to a Participant's account shall be subject to the same terms and conditions, including vesting and time of settlement, as the

DSUs, PSUs or RSUs, as applicable, to which they relate. Notwithstanding any other terms of this Plan, if the number of securities issued as dividend equivalents, together with all of the Corporation's other share-based compensation would exceed any of the limits set forth in this Plan or TSX Venture Exchange Policy 4.4, then the Corporation may make payment for such dividend in cash to the extent that it does not have a sufficient number of Shares available under this Plan to satisfy its obligations in respect of such dividends.

- (b) The foregoing does not obligate the Corporation to declare or pay dividends on Shares and nothing in this Plan shall be interpreted as creating such an obligation.

9.2 Blackout Period

In the event that an Award expires, at a time when an undisclosed material change or material fact in the affairs of the Corporation exists, subject to the requirements of TSX Venture Exchange Policy 4.4, the expiry of such Award will be extended to a date that is no later than 10 business days after the expiry of the blackout period formally imposed by the Corporation pursuant to its internal trading policies as a result of the undisclosed material change or material fact.

9.3 Withholding Taxes

Notwithstanding any other terms of this Plan, and subject to TSX Venture Exchange Policy 4.4, the granting, vesting or settlement of each Award under this Plan is subject to the condition that if at any time the Plan Administrator determines, in its discretion, that the satisfaction of withholding tax or other withholding liabilities is necessary or desirable in respect of such grant, vesting or settlement, such action is not effective unless such withholding has been effected to the satisfaction of the Plan Administrator. In such circumstances, the Plan Administrator may require that a Participant pay to the Corporation the minimum amount as the Corporation or an Affiliate of the Corporation is obliged to withhold or remit to the relevant taxing authority in respect of the granting, vesting or settlement of the Award. Any such additional payment is due no later than the date on which such amount with respect to the Award is required to be remitted to the relevant tax authority by the Corporation or an Affiliate of the Corporation, as the case may be. Alternatively, and subject to any requirements or limitations under applicable law, the Corporation may (a) withhold such amount from any remuneration or other amount payable by the Corporation or any Affiliate to the Participant, (b) require the sale of a number of Shares issued upon exercise, vesting, or settlement of such Award and the remittance to the Corporation of the net proceeds from such sale sufficient to satisfy such amount, or (c) enter into any other suitable arrangements for the receipt of such amount.

If the Corporation does not withhold an amount or require payment of an amount by a Participant sufficient to satisfy all obligations referred to in 9.3(a), the Participant shall forthwith make reimbursement, on demand, in cash, of any amount paid by the Corporation to a governmental authority to satisfy any such obligation.

9.4 Recoupment

Notwithstanding any other terms of this Plan, Awards may be subject to potential cancellation, recoupment, rescission, payback or other action in accordance with the terms of any clawback,

recoupment or similar policy adopted by the Corporation or the relevant subsidiary of the Corporation and in effect at the Date of Grant of the Award, or as set out in the Participant's employment agreement, Award Agreement or other written agreement, or as otherwise required by law or the rules of the Exchange. The Plan Administrator may at any time waive the application of this Section 9.4 to any Participant or category of Participants.

ARTICLE 10 - TERMINATION OF EMPLOYMENT OR SERVICES

10.1 Termination of Employment, Services or Director

Subject to Section 10.2, unless otherwise determined by the Plan Administrator or as set forth in an employment agreement, Award Agreement or other written agreement and subject to Security Based Compensation expiring on the earlier of the original expiry date or a maximum of one year following a Participant ceasing to be an eligible Participant (Section 4.11(i) and (g) of Policy 4.4):

- (a) where a Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated or the Participant ceases to hold office or his or her position, as applicable, by reason of voluntary resignation by the Participant or termination by the Corporation or a subsidiary of the Corporation for Cause, then any Option or other Award held by the Participant that has not been exercised as of the Termination Date shall be immediately forfeited and cancelled as of the Termination Date;
- (b) where a Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated by the Corporation or a subsidiary of the Corporation without Cause (whether such termination occurs with or without any or adequate reasonable notice, or with or without any or adequate compensation in lieu of such reasonable notice) then any unvested Options or other Awards held by the Participant as of the Termination Date shall be immediately forfeited and cancelled as of the Termination Date. Any vested Options or other Awards held by the Participant as of the Termination Date may be exercised or surrendered to the Corporation by the Participant at any time during the period that terminates on the earlier of: (A) the Expiry Date of such Award; and (B) the date that is ninety (90) days after the Termination Date. Any Options or other Awards that remains unexercised or has not been surrendered to the Corporation by the Participant shall be immediately forfeited upon the termination of such period;
- (c) where a Participant becomes Disabled, then any Options or other Awards held by the Participant that has not vested as of the date of the Disability of such Participant shall continue to vest in accordance with its terms and may be exercised or surrendered to the Corporation by the Participant at any time during the period that terminates on the earlier of: (A) the Expiry Date of such Award; and (B) the first anniversary of the Participant's date of Disability. Any Options or other Awards that remains unexercised or has not been surrendered to the Corporation by the Participant shall be immediately forfeited upon the termination of such period;

where a Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated by reason of the death of the Participant, then any Options or other

Awards held by the Participant that has not vested as of the date of the death of such Participant shall vest on such date and may be exercised or surrendered to the Corporation by the Participant at any time during the period that terminates on the earlier of: (A) the Expiry Date of such Award; and (B) the first anniversary of the date of the death of such Participant. Any Options or other Awards that remains unexercised or has not been surrendered to the Corporation by the Participant shall be immediately forfeited upon the termination of such period. The entitlement to make a claim by heirs/administrators must not exceed 1 year from the Participant's death;

- (d) where a Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated due to Retirement, then any Options or other Awards held by the Participant that has not vested as of the date of such Retirement shall continue to vest in accordance with its terms and may be exercised or surrendered to the Corporation by the Participant at any time during the period that terminates on the earlier of: (A) the Expiry Date of such Award; and (B) the first anniversary of the Participant's date of Retirement. Any Options or other Awards that remains unexercised or has not been surrendered to the Corporation by the Participant shall be immediately forfeited upon the termination of such period.
- (e) a Participant's eligibility to receive further grants of Options or other Awards under this Plan ceases as of:
 - (i) the date that the Corporation or a subsidiary of the Corporation, as the case may be, provides the Participant with written notification that the Participant's employment, consulting agreement or arrangement is terminated, notwithstanding that such date may be prior to the Termination Date; or
 - (ii) the date of the death, Disability or Retirement of the Participant; and
- (f) notwithstanding Subsection 10.1(b), unless the Plan Administrator, in its discretion, otherwise determines, at any time and from time to time, Options or other Awards are not affected by a change of employment or consulting agreement or arrangement, or directorship within or among the Corporation or a subsidiary of the Corporation for so long as the Participant continues to be a Director, Officer Employee, Management Company Employee or Consultant, as applicable, of the Corporation or a subsidiary of the Corporation.

10.2 Discretion to Permit Acceleration

Notwithstanding the provisions of Section 10.1 but subject to compliance with the policies of the Exchange, the Plan Administrator may, in its discretion, at any time prior to, or following the events contemplated in such Section, or in an employment agreement, Award Agreement or other written agreement between the Corporation or a subsidiary of the Corporation and the Participant, permit the acceleration of vesting of any or all Awards or waive termination of any or all Awards, all in the manner and on the terms as may be authorized by the Plan Administrator and with respect to Awards to U.S. Taxpayers, in a manner that does not result in adverse tax consequences under

Section 409A of the Code. Notwithstanding the following, Options granted to Investor Relations Service Providers cannot be accelerated without the prior acceptance of the Exchange.

10.3 Participants' Entitlement

Except as otherwise provided in this Plan, Awards previously granted under this Plan are not affected by any change in the relationship between, or ownership of, the Corporation and an Affiliate of the Corporation. For greater certainty, all grants of Awards remain outstanding and are not affected by reason only that, at any time, an Affiliate of the Corporation ceases to be an Affiliate of the Corporation.

ARTICLE 11 - EVENTS AFFECTING THE CORPORATION

11.1 General

The existence of any Awards does not affect in any way the right or power of the Corporation or its shareholders to make, authorize or determine any adjustment, recapitalization, reorganization or any other change in the Corporation's capital structure or its business, or any amalgamation, combination, arrangement, merger or consolidation involving the Corporation, to create or issue any bonds, debentures, Shares or other securities of the Corporation or to determine the rights and conditions attaching thereto, to effect the dissolution or liquidation of the Corporation or any sale or transfer of all or any part of its assets or business, or to effect any other corporate act or proceeding, whether of a similar character or otherwise, whether or not any such action referred to in this Article 11 would have an adverse effect on this Plan or on any Award granted hereunder.

11.2 Change in Control

- (a) The Plan Administrator may, without the consent of any Participant, take such steps as it deems necessary or desirable, including to cause: (i) subject to prior acceptance of Exchange, the conversion or exchange of any outstanding Awards into or for, rights or other securities of substantially equivalent value, as determined by the Plan Administrator in its discretion, in any entity participating in or resulting from a Change in Control; (ii) outstanding Awards to vest and become exercisable, realizable, or payable, or restrictions applicable to an Award to lapse, in whole or in part prior to or upon consummation of such Change in Control, and, to the extent the Plan Administrator determines, terminate upon or immediately prior to the effectiveness of such Change in Control provided that such Participant ceases to be an eligible Participant under this Plan upon such Change of Control; (iii) subject to prior acceptance by the Exchange, the termination of an Award in exchange for an amount of cash and/or property, if any, equal to the amount that would have been attained upon the exercise or settlement of such Award or realization of the Participant's rights as of the date of the occurrence of the transaction net of any exercise price payable by the Participant (and, for the avoidance of doubt, if as of the date of the occurrence of the transaction the Plan Administrator determines in good faith that no amount would have been attained upon the exercise or settlement of such Award or realization of the Participant's rights net of any exercise price payable by the Participant, then such Award may be terminated by the Corporation without payment); (iv) subject to prior acceptance by the Exchange, the

replacement of such Award with other rights or property selected by the Board in its sole discretion; or (v) subject to prior acceptance by the Exchange, any combination of the foregoing. In taking any of the actions permitted under this Subsection 11.2(a), the Plan Administrator will not be required to treat all Awards similarly in the transaction. Notwithstanding the foregoing, in the case of Options held by a Canadian Taxpayer, the Plan Administrator may not cause the Canadian Taxpayer to receive (pursuant to this Subsection 11.2(a)) any property in connection with a Change of Control other than rights to acquire shares of a corporation or units of a “mutual fund trust” (as defined in the Tax Act), of the Corporation or a “qualifying person” (as defined in the Tax Act) that does not deal at arm’s length (for purposes of the Tax Act) with the Corporation, as applicable, at the time such rights are issued or granted.

- (b) Notwithstanding Subsection 11.2(a), and unless otherwise determined by the Plan Administrator, if, as a result of a Change in Control, the Shares will cease trading on an Exchange, then the Corporation may terminate all of the Awards granted under this Plan (other than Options held by Canadian Taxpayers) at the time of and subject to the completion of the Change in Control transaction by paying to each holder at or within a reasonable period of time following completion of such Change in Control transaction an amount for each Award equal to the fair market value of the Award held by such Participant as determined by the Plan Administrator, acting reasonably, or in the case of Options held by a Canadian Taxpayer by permitting the Canadian Taxpayer to surrender such Options to the Corporation for an amount for each such Option equal to the fair market value of such Option as determined by the Plan Administrator, acting reasonably, upon the completion of the Change in Control (following which such Options may be cancelled for no consideration).
- (c) It is intended that any actions taken under this Section 11.2, or under Sections 11.3 and 11.4, will comply with the requirements of Section 409A of the Code with respect to Awards granted to U.S. Taxpayers and with the requirements of paragraph 6801(d) of the *Income Tax Regulations* (Canada) with respect to DSUs granted to Canadian Participants.
- (d) Any actions taken under this Section 11.2 will comply with the policies of the Exchange including, without limitation, the requirement that the acceleration of vesting of Options granted to Investor Relations Service Providers shall only occur with the prior written approval of the Exchange.

11.3 Reorganization of Corporation’s Capital

Subject to the prior approval of the Exchange, if applicable, should the Corporation effect a subdivision or consolidation of Shares or any similar capital reorganization or a payment of a stock dividend (other than a stock dividend that is in lieu of a cash dividend), or should any other change be made in the capitalization of the Corporation that does not constitute a Change in Control and that would warrant the amendment or replacement of any existing Awards in order to adjust the number of Shares that may be acquired on the vesting of outstanding Awards and/or the terms of any Award in order to preserve proportionately the rights and obligations of the Participants

holding such Awards, then the Plan Administrator in consultation with the Board will take such steps as are required to preserve the proportionality of the rights and obligations of the Participants holding such Awards as it deems equitable and appropriate.

11.4 Other Events Affecting the Corporation

In the event of an amalgamation, combination, arrangement, merger or other transaction or reorganization involving the Corporation and occurring by exchange of Shares, by sale or lease of assets or otherwise, that does not constitute a Change in Control and that warrants the amendment or replacement of any existing Awards in order to adjust the number of Shares that may be acquired on the vesting of outstanding Awards and/or the terms of any Award in order to preserve proportionately the rights and obligations of the Participants holding such Awards, the Plan Administrator will, subject to the prior approval of the Exchange (if required), authorize such steps to be taken as it may consider to be equitable and appropriate to that end.

11.5 Immediate Acceleration of Awards

In taking any of the steps provided in Sections 11.3 and 11.4, the Plan Administrator will not be required to treat all Awards similarly and where the Plan Administrator determines that the steps provided in Sections 11.3 and 11.4 would not preserve proportionately the rights, value and obligations of the Participants holding such Awards in the circumstances or otherwise determines that it is appropriate, the Plan Administrator may, but is not required, to permit the immediate vesting of any unvested Awards, other than any Options granted to an Investor Relations Service Provider.

No Security Based Compensation other than Stock Options may vest before the date that is one year following the date it is granted or issued. The vesting required by this section can be accelerated for a Participant who dies or who ceases to be an eligible Participant under the Plan in connection with a change of control, take-over bid, RTO or other similar transaction. Options granted to Investor Relations Service Providers cannot be accelerated without the prior acceptance of the Exchange. Issue by Corporation of Additional Shares

Except as expressly provided in this Article 11, neither the issue by the Corporation of shares of any class or securities convertible into or exchangeable for shares of any class, nor the conversion or exchange of such shares or securities, affects, and no adjustment by reason thereof is to be made with respect to the number of Shares that may be acquired as a result of a grant of Awards or other entitlements of the Participants under such Awards.

11.6 Fractions

No fractional Shares will be issued pursuant to an Award. Accordingly, (whether as a result of any adjustment under this Article 11, a dividend equivalent or otherwise), a Participant would become entitled to a fractional Share, the Participant has the right to acquire only the adjusted number of full Shares and no payment or other adjustment will be made with respect to the fractional Shares, which shall be disregarded.

ARTICLE 12 - U.S. TAXPAYERS

12.1 Provisions for U.S. Taxpayers

In the case of a Participant who is a U.S. Taxpayer, Options may only be awarded to such Participant to the extent the Participant performs direct services to (A) the Corporation or any entity (other than the Corporation), in an unbroken chain of corporations (or other entities) beginning with the Corporation, in which each of the corporations (or other entities) other than the last corporation or other entity in the unbroken chain owns, directly or indirectly, equity representing at least 50% of the voting power of all classes of equity entitled to vote or at least 50% of the value of all classes of equity in one of the other corporations (or other entities) in such chain, or (B) to an entity that otherwise qualifies as an eligible issuer of service recipient stock pursuant to United States Treasury Regulation Section 1.409A-1(b)(5)(iii)(E)(1). Options granted under this Plan to U.S. Taxpayers may be non-qualified stock options or incentive stock options qualifying under Section 422 of the Code (“ISOs”). Each Option shall be designated in the Award Agreement as either an ISO or a non-qualified stock option, and if no designation is made, the Option will be a non-qualified stock option. The Corporation shall not be liable to any Participant or to any other Person if it is determined that an Option intended to be an ISO does not qualify as an ISO.

12.2 ISOs

Subject to any limitations in Section 3.6, the aggregate number of Shares reserved for issuance in respect of granted ISOs shall not exceed 28,000,000 Shares, and the terms and conditions of any ISOs granted to a U.S. Taxpayer on the Date of Grant hereunder, including the eligible recipients of ISOs, shall be subject to the provisions of Section 422 of the Code, and the terms, conditions, limitations and administrative procedures established by the Plan Administrator from time to time in accordance with this Plan. At the discretion of the Plan Administrator, ISOs may be granted to any employee of the Corporation, or of a “parent corporation” or “subsidiary corporation”, as such terms are defined in Sections 424(e) and (f) of the Code. No ISOs may be granted more than ten (10) years after the earlier of (i) the date on which the Board adopts the most recent amendment and restatement of the Plan, or (ii) the date on which the shareholders of the Corporation approve such most recent amendment and restatement of the Plan. An ISO may be exercised during the Participant’s lifetime only by such Participant. An ISO may not be transferred, assigned, pledged, hypothecated or otherwise disposed of by the Participant, except by will or by the laws of descent and distribution.

12.3 ISO Term and Exercise Price; Grants to 10% Shareholders

Notwithstanding anything to the contrary in this Plan, the term of an ISO shall not exceed ten (10) years, and the exercise price of an ISO shall be not less than one hundred percent (100%) of the Fair Market Value on the applicable grant date; *provided, however*, that if an ISO is granted to a person who owns shares representing more than 10% of the voting power of all classes of shares of the Corporation or of a “parent corporation” or “subsidiary corporation”, as such terms are defined in Section 424(e) and (f) of the Code, on the Date of Grant, the term of the ISO shall not exceed five years from the time of grant of such ISO and the Exercise Price shall be at least 110% of the Fair Market Value of the Shares subject to the ISO.

12.4 \$100,000 Per Year Limitation for ISOs

To the extent the aggregate Fair Market Value as at the Date of Grant of the Shares for which ISOs are exercisable for the first time by any person during any calendar year (under all plans of the Corporation) exceeds \$100,000, such excess ISOs shall be treated as non-qualified stock options.

12.5 Disqualifying Dispositions

Each person awarded an ISO under this Plan shall notify the Corporation in writing immediately after the date he or she makes a disposition or transfer of any Shares acquired pursuant to the exercise of such ISO if such disposition or transfer is made (a) within two years from the Date of Grant or (b) within one year after the date such person acquired the Shares. Such notice shall specify the date of such disposition or other transfer and the amount realized, in cash, other property, assumption of indebtedness or other consideration, by the person in such disposition or other transfer. The Corporation may, if determined by the Plan Administrator and in accordance with procedures established by it, retain possession of any Shares acquired pursuant to the exercise of an ISO as agent for the applicable person until the end of the later of the periods described in (a) or (b) above, subject to complying with any instructions from such person as to the sale of such Shares.

12.6 ISO Status Following Termination of Employment

An ISO shall be exercisable in accordance with its terms under the Plan and the applicable Award Agreement or certificate awarding the ISO. However, in order to retain its treatment as an ISO for U.S. federal income tax purposes, the ISO must be exercised within the time periods set forth below. If an ISO is not exercised within the time periods below, but the Option otherwise would remain exercisable following such time periods pursuant to the terms of the Award Agreement, then, following the expiration of the time periods below without exercise the ISO will be converted to a non-qualified stock option.

- (a) If a Participant who has been granted an ISO ceases to be an employee for any reason other than the death or disability (within the meaning of Code Section 22(e)) of such Participant, such ISO must be exercised (to the extent such ISO was exercisable on the date of termination) by such Participant within three months following the date of termination (but in no event beyond the Expiry Date of such ISO).
- (b) If a Participant who has been granted an ISO ceases to be an employee due to the disability of such Participant (within the meaning of Code Section 22(e)), such ISO must be exercised (to the extent it is exercisable by its terms) by the date that is one year following the date of such disability, but in no event beyond the Expiry Date of such ISO.
- (c) For purposes of this Section 12.6, the employment of a Participant who has been granted an ISO will not be considered interrupted or terminated upon (a) sick leave, military leave or any other leave of absence approved by the Corporation that does not exceed ninety (90) days in the aggregate; provided, however, that if reemployment upon the expiration of any such leave is guaranteed by contract or

applicable law, such ninety (90) day limitation will not apply, or (b) a transfer from one office of the Corporation (or of any parent or subsidiary of the Corporation as defined in Code Sections 424(e) and (f)) to another office of the Corporation (or of any such parent or subsidiary) or a transfer between the Corporation and any such parent or subsidiary.

12.7 Shareholder Approval for ISO Purposes

In the event the Plan is not approved by the shareholders of the Corporation in accordance with the requirements of Section 422 of the Code within twelve (12) months of the date of adoption of the Plan (or the date of any later restatement of the Plan that adds or changes ISO provisions requiring shareholder approval), Options otherwise designated as Incentive Stock Options will be non-qualified stock options.

12.8 Section 409A of the Code

- (a) This Plan will be construed and interpreted to be exempt from, or where not so exempt, to comply with Section 409A of the Code to the extent required to preserve the intended tax consequences of this Plan. To the extent that an Award or payment, or the settlement or deferral thereof, is subject to Section 409A of the Code, it is intended that the Award will be granted, paid, settled or deferred in a manner that will meet the requirements of Section 409A of the Code, such that the grant, payment, settlement or deferral will not be subject to the additional tax or interest applicable under Section 409A of the Code. The Corporation reserves the right to amend this Plan to the extent it reasonably determines is necessary in order to preserve the intended tax consequences of this Plan in light of Section 409A of the Code. In no event will the Corporation or any of its subsidiaries or Affiliates be liable for any tax, interest or penalties that may be imposed on a Participant under Section 409A of the Code or any damages for failing to comply with Section 409A of the Code.
- (b) All terms of the Plan that are undefined or ambiguous must be interpreted in a manner that complies with Section 409A of the Code if necessary to comply with Section 409A of the Code.
- (c) Subject to compliance with the policies of the Exchange, the Plan Administrator, in its sole discretion, may permit the acceleration of the time or schedule of payment of a U.S. Taxpayer's vested Awards in the Plan under circumstances that constitute permissible acceleration events under Section 409A of the Code.
- (d) Notwithstanding anything in the Plan or any Award Agreement to the contrary, to the extent that any amount or benefit that constitutes "deferred compensation" to a Participant under Section 409A and applicable guidance thereunder is otherwise payable or distributable to a Participant under the Plan or any Award Agreement solely by reason of the occurrence of a change in control or due to the Participant's disability or "separation from service" (as such term is defined under Section 409A), such amount or benefit will not be payable or distributable to the Participant by reason of such circumstance unless the Plan Administrator determines in good

faith that (i) the circumstances giving rise to such change in control event, disability or separation from service meet the definition of a change in control event, disability, or separation from service, as the case may be, in Section 409A(a)(2)(A) of the Code and applicable proposed or final regulations, or (ii) the payment or distribution of such amount or benefit would be exempt from the application of Section 409A by reason of the short term deferral exemption or otherwise. In order to comply with both Canadian and U.S. tax rules, RSUs and PSUs will be structured so that the designated settlement/payment date (the “Scheduled Payment Date”) for such Award will in all cases be no later than the final Business Day of the third calendar year following the year in which the Award is granted, and settlement will in fact occur by such final Business Day. Further, to the extent that any RSU or PSU is deferred compensation under Section 409A of the Code, then as to any Participant: (i) who is a U.S. Taxpayer, (ii) who is a “specified employee” within the meaning of Section 409A of the Code at the time of his separation from service, and (iii) whose RSU or PSU would by its terms be settled/paid pursuant earlier than the Scheduled Payment Date as a result of his or her Separation from Service, then settlement will occur on the earlier of the date that is six months and one day following the date of Separation from Service and the Scheduled Payment Date as permitted under Section 409A of the Code. With respect to DSUs of a U.S. Taxpayer, where settlement is to occur upon such Participant’s Separation from Service, if such Participant is a “specified employee” at the time of his or her separation from service, then settlement will occur on the date that is six months and one day following the date of Separation from Service, or, if earlier, as soon as practical following the date of the Participant’s death.

12.9 Section 83(b) Election

If a Participant makes an election pursuant to Section 83(b) of the Code with respect to an Award of Shares subject to vesting or other forfeiture conditions, the Participant shall be required to promptly file a copy of such election with the Corporation.

ARTICLE 13 - AMENDMENT, SUSPENSION OR TERMINATION OF THE PLAN

13.1 Amendment, Suspension, or Termination of the Plan

The Plan Administrator may from time to time, without notice and without approval of the holders of voting shares of the Corporation, amend, modify, change, suspend or terminate the Plan or any Awards granted pursuant to the Plan as it, in its discretion, determines appropriate, provided, however, that:

- (a) no such amendment, modification, change, suspension or termination of the Plan or any Awards granted hereunder may materially impair any rights of a Participant or materially increase any obligations of a Participant under the Plan without the consent of the Participant, unless the Plan Administrator determines such adjustment is required or desirable in order to comply with any applicable Securities Laws or Exchange requirements;

- (b) any amendment that would cause an Award held by a U.S. Taxpayer be subject to the additional tax penalty under Section 409A(1)(b)(i)(II) of the Code shall be null and void *ab initio* with respect to the U.S. Taxpayer unless the consent of the U.S. Taxpayer is obtained; and
- (c) any amendments to the Plan or to any Awards granted pursuant to the Plan are subject to Exchange approval (including such amendments that do not otherwise trigger approval of the holders of voting shares of the Corporation).

13.2 Shareholder Approval

Notwithstanding Section 13.1 and subject to any rules of the Exchange, approval of the holders of the Shares (including by way of Disinterested Shareholder Approval where required by the Exchange) shall be required for any amendment, modification or change that:

- (a) increases the percentage of Shares reserved for issuance under the Plan, except pursuant to the provisions in the Plan which permit the Plan Administrator to make equitable adjustments in the event of transactions affecting the Corporation or its capital;
- (b) increases or removes the limitations set out in Subsection 3.7(a) or 3.7(b), as applicable;
- (c) allows for the grant to Insiders (as a group), within a 12 month period, an aggregate number of Awards exceeding 10% of the Corporation's issued Shares, calculated at the date the Award is granted to the Insider;
- (d) allows for the grant to any one Participant, within a 12 month period, an aggregate number of Awards exceeding 5% of the Corporation's issued Shares, calculated at the date the Award is granted to the Insider;
- (e) reduces the exercise price of an Award to an Insider (for this purpose, a cancellation or termination of an Award of a Participant prior to its Expiry Date for the purpose of reissuing an Award to the same Participant with a lower exercise price shall be treated as an amendment to reduce the exercise price of an Award). ;
- (f) extends the term of an Award beyond the original Expiry Date (except where an Expiry Date would have fallen within a blackout period applicable to the Participant);
- (g) increases or removes the limits on the participation of Directors;
- (h) permits Awards to be transferred to a Person;
- (i) changes the eligible participants of the Plan; or
- (j) deletes or reduces the range of amendments which require approval of shareholders under this Section 13.2.

Disinterested Shareholder approval will be obtained for any reduction in the exercise price of a Stock Option, or the extension of the term of a Stock Option, if the Participant is an Insider of the Issuer at the time of the proposed amendment.

13.3 Permitted Amendments

Without limiting the generality of Section 13.1, but subject to Section 13.2 and any rules of the Exchange, the Plan Administrator may, without shareholder approval, at any time or from time to time, amend the Plan for the purposes of:

- (a) making any amendments to the general vesting provisions of each Award;
- (b) making any amendments to add covenants of the Corporation for the protection of Participants, as the case may be, provided that the Plan Administrator shall be of the good faith opinion that such additions will not be prejudicial to the rights or interests of the Participants, as the case may be;
- (c) making any amendments not inconsistent with the Plan as may be necessary or desirable with respect to matters or questions which, in the good faith opinion of the Plan Administrator, having in mind the best interests of the Participants, it may be expedient to make, including amendments that are desirable as a result of changes in law in any jurisdiction where a Participant resides, provided that the Plan Administrator shall be of the opinion that such amendments and modifications will not be prejudicial to the interests of the Participants and Directors; or
- (d) making such changes or corrections which, on the advice of counsel to the Corporation, are required for the purpose of curing or correcting any ambiguity or defect or inconsistent provision or clerical omission or mistake or manifest error, provided that the Plan Administrator shall be of the opinion that such changes or corrections will not be prejudicial to the rights and interests of the Participants.

ARTICLE 14 - MISCELLANEOUS

14.1 Legal Requirement

The Corporation is not obligated to grant any Awards, issue any Shares or other securities, make any payments or take any other action if, in the opinion of the Plan Administrator, in its discretion, such action would constitute a violation by a Participant or the Corporation of any provision of any applicable statutory or regulatory enactment of any government or government agency or the requirements of any Exchange upon which the Shares may then be listed.

14.2 No Other Benefit

No amount will be paid to, or in respect of, a Participant under the Plan to compensate for a downward fluctuation in the price of a Share, nor will any other form of benefit be conferred upon, or in respect of, a Participant for such purpose.

14.3 Rights of Participant

No Participant has any claim or right to be granted an Award and the granting of any Award is not to be construed as giving a Participant a right to remain as a Director, Officer, Employee, Management Company Employee or Consultant. No Participant has any rights as a shareholder of the Corporation in respect of Shares issuable pursuant to any Award until the allotment and issuance to such Participant, or as such Participant may direct, of certificates representing such Shares.

14.4 Corporate Action

Nothing contained in this Plan or in an Award shall be construed so as to prevent the Corporation from taking corporate action which is deemed by the Corporation to be appropriate or in its best interest, whether or not such action would have an adverse effect on this Plan or any Award.

14.5 Conflict

Subject to compliance with the policies of the Exchange, in the event of any conflict between the provisions of this Plan and an Award Agreement, the provisions of the Plan shall govern. In the event of any conflict between or among the provisions of this Plan or any Award Agreement, on the one hand, and a Participant's employment agreement with the Corporation or a subsidiary of the Corporation, as the case may be, on the other hand, the provisions of the Plan shall prevail.

14.6 Anti-Hedging Policy

By accepting the Option or Award each Participant acknowledges that he or she is restricted from purchasing financial instruments such as prepaid variable forward contracts, equity swaps, collars, or units of exchange funds that are designed to hedge or offset a decrease in market value of Options or Awards.

14.7 Participant Information

Each Participant shall provide the Corporation with all information (including personal information) required by the Corporation in order to administer the Plan (including as to whether the circumstances described in Section 10.1(e) or 12.3 exist). Each Participant acknowledges that information required by the Corporation in order to administer the Plan may be disclosed to any custodian appointed in respect of the Plan and other third parties, and may be disclosed to such persons (including persons located in jurisdictions other than the Participant's jurisdiction of residence), in connection with the administration of the Plan. Each Participant consents to such disclosure and authorizes the Corporation to make such disclosure on the Participant's behalf.

14.8 Participation in the Plan

The participation of any Participant in the Plan is entirely voluntary and not obligatory and shall not be interpreted as conferring upon such Participant any rights or privileges other than those rights and privileges expressly provided in the Plan. In particular, participation in the Plan does not constitute a condition of employment or engagement nor a commitment on the part of the Corporation to ensure the continued employment or engagement of such Participant. The Plan does not provide any guarantee against any loss which may result from fluctuations in the market value

of the Shares. The Corporation does not assume responsibility for the income or other tax consequences for the Participants and Directors and they are advised to consult with their own tax advisors.

14.9 International Participants

Subject to compliance with the policies of the Exchange, with respect to Participants who reside or work outside Canada, the Plan Administrator may, in its discretion, amend, or otherwise modify, without shareholder approval, the terms of the Plan or Awards with respect to such Participants in order to conform such terms with the provisions of local law, and the Plan Administrator may, where appropriate, establish one or more sub-plans to reflect such amended or otherwise modified provisions.

14.10 No Representations or Warranties

The Corporation makes no representation or warranty as to the value of any Award granted or issued under this Plan or as to the future value of any Shares issued pursuant to any Award.

14.11 Successors and Assigns

The Plan shall be binding on all successors and assigns of the Corporation and its subsidiaries.

14.12 Exchange Hold Period

All award granted are subject to Exchange Hold Period where applicable. For stock options, a 4-month hold period (commencing on the date the stock options are granted) is required for options granted to Insiders, Promoters and Consultants or granted at any discount to the Market Price.

14.13 Press Release

A press release is required at the time of the grant, issuance, or amendment of an Award to directors, officers and IR service providers.

14.14 Award to Particular Persons

No Award may be granted or issued unless the Award is allocated to particular persons.

14.15 General Restrictions on Assignment

Except as required by law, the rights of a Participant under the Plan are not capable of being assigned, transferred, alienated, sold, encumbered, pledged, mortgaged or charged and are not capable of being subject to attachment or legal process for the payment of any debts or obligations of the Participant unless otherwise approved by the Plan Administrator.

14.16 Severability

The invalidity or unenforceability of any provision of the Plan shall not affect the validity or enforceability of any other provision and any invalid or unenforceable provision shall be severed from the Plan.

14.17 Notices

All written notices to be given by a Participant to the Corporation shall be delivered personally, e-mail or mail, postage prepaid, addressed as follows:

Kintavar Exploration Inc.
75 boulevard de Mortagne
Boucherville, QC, J4B 6Y4

Attention: Chief Financial Officer

All notices to a Participant will be addressed to the principal address of the Participant on file with the Corporation. Either the Corporation or the Participant may designate a different address by written notice to the other. Such notices are deemed to be received, if delivered personally or by e-mail, on the date of delivery, and if sent by mail, on the fifth business day following the date of mailing; provided that in the event of any actual or imminent postal disruption, notices shall be delivered to the appropriate party and not sent by mail. Any notice given by either the Participant or the Corporation is not binding on the recipient thereof until received.

14.18 Effective Date

This Plan becomes effective on a date to be determined by the Plan Administrator, subject to the approval of the shareholders of the Corporation.

14.19 Governing Law

This Plan and all matters to which reference is made herein shall be governed by and interpreted in accordance with the internal laws of the Province of Québec and the federal laws of Canada applicable therein, without reference to conflicts of law rules.

14.20 Submission to Jurisdiction

The Corporation and each Participant irrevocably submits to the exclusive jurisdiction of the courts of competent jurisdiction in the Province of Québec in respect of any action or proceeding relating in any way to the Plan, including, without limitation, with respect to the grant of Awards and any issuance of Shares made in accordance with the Plan.

14.21 French Language

Each Participant agrees with the Corporation that this Plan and all agreements, notices, declarations and documents accessory to the Plan be drafted in English only. *Chaque participant consent avec la société à ce que ce Régime ainsi que toutes conventions, avis, déclarations et documents afférents au Régime soient rédigés en anglais seulement.*

SCHEDULE A

**KINTAVAR EXPLORATION INC.
EQUITY INCENTIVE PLAN (THE "PLAN")**

ELECTION NOTICE

All capitalized terms used herein but not otherwise defined shall have the meanings ascribed to them in the Plan.

Pursuant to the Plan, I hereby elect to participate in the grant of DSUs pursuant to Article 5 of the Plan and to receive ____% of my Cash Fees in the form of DSUs in lieu of cash.

I confirm that:

- (a) I have received and reviewed a copy of the terms of the Plan and agreed to be bound by them.
- (b) I recognize that when DSUs credited pursuant to this election are redeemed in accordance with the terms of the Plan, income tax and other withholdings as required will arise at that time. Upon redemption of the DSUs, the Corporation will make all appropriate withholdings as required by law at that time.
- (c) The value of DSUs is based on the value of the Shares of the Corporation and therefore is not guaranteed.
- (d) To the extent I am a U.S. taxpayer, I understand that this election is irrevocable for the calendar year to which it applies and that any revocation or termination of this election after the expiration of the election period will not take effect until the first day of the calendar year following the year in which I file the revocation or termination notice with the Corporation.

The foregoing is only a brief outline of certain key provisions of the Plan. For more complete information, reference should be made to the Plan's text.

Date: _____

(Name of Participant)

(Signature of Participant)

SCHEDULE B

**KINTAVAR EXPLORATION INC.
EQUITY INCENTIVE PLAN (THE "PLAN")**

**ELECTION TO TERMINATE RECEIPT OF ADDITIONAL DSUS (FOR
PARTICIPANTS WHO ARE NOT U.S. TAXPAYERS)**

All capitalized terms used herein but not otherwise defined shall have the meanings ascribed to them in the Plan.

Notwithstanding my previous election in the form of Schedule A to the Plan, I hereby elect that no portion of the Cash Fees accrued after the date hereof shall be paid in DSUs in accordance with Article 5 of the Plan.

I understand that the DSUs already granted under the Plan cannot be redeemed except in accordance with the Plan.

I confirm that I have received and reviewed a copy of the terms of the Plan and agree to be bound by them.

Date: _____

(Name of Participant)

(Signature of Participant)

Note: An election to terminate receipt of additional DSUs can only be made by a Participant once in a calendar year.

SCHEDULE C

**KINTAVAR EXPLORATION INC.
EQUITY INCENTIVE PLAN (THE "PLAN")**

**ELECTION TO TERMINATE RECEIPT OF ADDITIONAL DSUS
(U.S. TAXPAYERS)**

All capitalized terms used herein but not otherwise defined shall have the meanings ascribed to them in the Plan.

Notwithstanding my previous election in the form of Schedule A to the Plan, I hereby elect that no portion of the Cash Fees accrued after the effective date of this termination notice shall be paid in DSUs in accordance with Article 5 of the Plan.

I understand that this election to terminate receipt of additional DSUs will not take effect until the first day of the calendar year following the year in which I file this termination notice with the Corporation.

I understand that the DSUs already granted under the Plan cannot be redeemed except in accordance with the Plan.

I confirm that I have received and reviewed a copy of the terms of the Plan and agree to be bound by them.

Date: _____

(Name of Participant)

(Signature of Participant)

Note: An election to terminate receipt of additional DSUs can only be made by a Participant once in a calendar year.

